

LIVRE LIBRE DE L'ATELIER GLOCAL

HAYTHAM MANNA



Manifeste contre le
fascisme djihadiste



HAYTHAM MANNA

Manifeste contre le fascisme djihadiste

*Traduit de l'arabe par **Tlaxcala***

Éditions The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal

Collection *erga omnes*

Mai 2025

Table des matières

Un préambule indispensable	3
1 La loi de la jungle	7
2 Film des événements	16
3 L'Étaticule joulanesque ou les sécrétions putrides du totalitarisme djihadiste	24
4 Takfiris et discours de haine	40
Glossaire	75

Un préambule indispensable

Pourquoi ce terme de fasciste pour qualifier les djihadistes qui ont pris le pouvoir à Damas ? Le soussigné pense-t-il que les législateurs de charia de Daech et d'Al-Nosra*¹ connaissaient Mussolini et s'inspiraient des idées du fascisme historique ?

Bien sûr que non, mais les expériences humaines, dans toute leur diversité, se recourent et se répètent, parfois de manière détestable. Les islamistes peuvent considérer Abou Moussab al-Souri* comme le créateur de la théorie du loup solitaire, et quelle ne serait pas leur surprise d'apprendre que l'un de ses créateurs, des années avant lui, appartenait à l'organisation extrémiste américaine du Ku Klux Klan dans sa haine de tous ceux qui diffèrent d'elle. C'est là que réside la similitude du discours de haine porté par une certaine idéologie et qui produit donc des similitudes, même si la culture, la croyance ou l'opinion diffèrent. C'est le cas des théoriciens du salafisme-djihadisme, des thèses fascistes et nazies, etc.

Il faut que le lecteur comprenne ceci : le djihadisme salafiste rejette la démocratie en tant qu'association avec Dieu (*shirk*), rejette l'idée d'égalité parce qu'elle est en contradiction avec sa catégorisation qui établit une discrimination entre les personnes sur la base de la

¹ Les noms ou termes suivis d'un astérisque sont expliqués dans le glossaire en p. 75 et suiv.

religion et de la croyance, et rejette la fraternité humaine parce qu'elle assimile les infidèles aux croyants et les musulmans aux non-musulmans. Il rejette le pluralisme et la liberté des partis parce qu'ils créent des éléments de division parmi les membres du groupe, rejette la liberté des médias et de la culture parce qu'elle permet aux ennemis de la religion de corrompre le grand public, et rejette le partenariat avec ceux qui diffèrent de lui parce que cela corromprait la pureté... la pureté de ce en quoi il croit. L'un de ses théoriciens a écrit « Il n'y a pas d'autre moyen de la gouvernance (*bakimiyya*) d'Allah que le djihad, car le djihad est une adoration, et le « djihad sunnite » est la première adoration ». Ils croient en l'obéissance au dirigeant qui a des pouvoirs absolus et que « soixante ans d'un imam injuste valent mieux qu'une année sans imam » (Ibn Taymiyyah). Il estime que « l'histoire humaine et la réalité contemporaine témoignent du fait que les êtres humains doivent se battre les uns contre les autres [...]. Quels que soient les raisons et les motifs de ce combat ». C'est la force seule, et non la volonté du peuple, qui établit les piliers du système de gouvernement.

Ces djihadistes rejettent la modernité et la créativité et considèrent l'usage de la raison et de la critique comme le début de la corruption et de l'affairisme. Le désaccord est source de faiblesse et constitue une trahison et il est nécessaire de persécuter ceux qui diffèrent, c'est pourquoi ils ont constamment la phobie des « conspirations » et mobilisent leur groupe pour haïr les étrangers à leurs croyances et considèrent la réconciliation avec eux comme une affaire suspecte. Ils chérissent leur masculinité au sens primitif du patriarcat et considèrent le niqab pour les femmes comme un moyen d'empêcher les abominations, visibles et cachées, et sont

obsédés par le populisme lorsqu'il conduit à une « mobilisation générale » contre l'ennemi, à des mots qui tuent et à des armes qui décapitent des gens devant des foules.

On peut se référer à l'article d'Umberto Eco de 1995 ([Reconnaître le fascisme](#)) pour comprendre la signification du choix du titre de ce livre, et l'importance de ce choix pour ceux qui parlent de pureté culturelle, qu'elle soit religieuse ou laïque, parce qu'il y a des mots qui sont devenus universels, indépendamment de la culture, de la religion ou du pays.

L'universalité ne s'arrête pas à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux valeurs d'égalité de citoyenneté et de la résistance civile, mais inclut malheureusement le bien et le mal des cultures.

Ces intersections fondamentales entre le fascisme et le « djihadisme » ne suffisent pas à décrire tout ce qui caractérise le salafisme-djihadisme, la dernière expression de l'islam politique. Ces groupes ont pu achever la tâche des dictatures qui les ont précédés en brisant les liens de solidarité et de coopération entre les victimes de la tyrannie, en sapant les concepts de justice, de droit et de citoyenneté, et en dégradant les concepts de production des moyens de la vie contemporaine. Dans la situation syrienne, où les taux de pauvreté, de chômage et d'absence d'opportunités d'emploi sont les plus élevés du Machrek, ils privilégient l'inclusion de leurs loyalistes dans l'armée et les forces de sécurité et le déploiement de « djihadistes » étrangers masqués dans différentes villes. L'autorité *de facto* capitalise sur le « grief » sunnite et oriente ses partisans vers les non-sunnites, considérés comme la « classe dirigeante » du régime

défunt. Les propriétés, les maisons et les magasins alaouites sont pillés, des femmes et des hommes sont kidnappés pour obtenir de fortes rançons, des jeunes hommes et des jeunes femmes sont tués par vengeance pour un parent perdu dans une guerre addictive et multi-frontale : la question à la veille de la chute de Bachar al-Assad était « Qui tue qui ? » Un parti qui a participé à toutes les atrocités peut-il construire une justice qui empêche qu'elles se répètent ?

La question tragique d'aujourd'hui : l'hémorragie syrienne peut-elle être stoppée par un groupe militaire sectaire enchaîné par son histoire noire et noyé dans le sang des Syriens ? La politique de nettoyage sectaire sur la côte syrienne et la mobilisation contre les monothéistes druzes ne rassurent pas les Syriens et les Syriennes.

Il ne fait aucun doute que les Syriennes et les Syriens, qui ont donné des dizaines de milliers de martyrs pour un seul peuple syrien, pour une citoyenneté égale, pour la liberté et la dignité, n'épargneront pas à leur pays les forces qui leur restent pour sortir de cette situation tragique qui les a plongés dans un cycle de conflits dévastateurs et de guerres civiles incessantes.

7 mai 2025

1

La loi de la jungle

Lorsque nous lisons un « message sur le jugement de la musique » de l'un des théoriciens de HTC/HTS, Anas Khattab, nous réalisons que notre problème en Syrie aujourd'hui n'est pas de revenir à « la loi de Dieu », mais de revenir « triomphalement » à la loi de la jungle. En effet, chez le créateur des termes « djihad sunnite » et « culte du djihad », nous lisons :

« Les instruments de musique sont la cause du tremblement de terre, de la transformation et des secousses... Ce consensus a été rapporté par Al-Qurtubi, Ibn Rajab, Ibn Salah, Ibn Hajar al-Haytami et d'autres... Et le Cheikh de l'Islam Ibn Taymiyyah, que Dieu lui accorde sa miséricorde, a dit : “Quiconque pratique ces amusements dans un but religieux et pour se rapprocher de Dieu, il n'y a aucun doute sur son égarement et son ignorance”. Quant à celui qui le fait pour le plaisir et le divertissement, les écoles des quatre imams s'accordent à dire que tous les instruments de musique sont interdits, car il a été établi dans Sahih al-Bukhari et ailleurs que le Prophète, paix soit sur lui, a informé qu'il y aurait parmi sa communauté ceux qui rendraient licites la soie, l'alcool et les instruments de musique, et il a mentionné qu'ils seraient transformés en singes et en porcs. Les instruments de musique sont les amusements, comme l'ont mentionné les gens de la langue, le pluriel d'instrument (ma'azifah) est l'outil avec lequel on joue : c'est-

à-dire avec lequel on fait du bruit, et aucun des suiveurs des imams n'a contesté l'interdiction des instruments de musique »²..

Je remercie Dieu que ma mère croyante, qui veillait à prier, jeûner, faire le pèlerinage et donner la zakat, jouait du luth pour nous lorsque nous rentrions de la visite à mon père emprisonné³, pour alléger notre chagrin, et qu'elle a enseigné les mathématiques et les sciences naturelles à plus d'une génération. Elle nous a quittés avant de voir et d'entendre ce que nous voyons et lisons aujourd'hui, venant de ceux que Hassan Aboud, le fondateur du mouvement Ahrar al Sham en Syrie, a qualifiés de « nouveaux venus, enfants de la jeunesse, dépourvus de sagesse, sans connaissance en matière de religion ni en politique légitime »

Le problème des takfiristes ne se limite pas à leur rejet de la musique, de la pensée et de la poésie, ni à leur considération de tout désaccord culturel comme un danger pour *ahl alssuna*, « les gens de la sunna ». Cela va au-delà, touchant leur vision globale de l'homme, de l'islam, des systèmes politiques et des groupes humains. Ils répètent, de manière odieuse, un vers célèbre attribué à l'imam Al-Shafi'i :

« Tout savoir en dehors du Coran est une distraction... Sauf l'enseignement des hadiths et la jurisprudence religieuse ».

« Le savoir est ce qui contient le récit "Nous avons entendu"... Tout le reste n'est que suggestions des démons ».

² Anas Khattab, *ibid*, bien que ce passage soit plagié à partir de plusieurs autres textes sans mentionner les autres sources.

³ Yousef Aloudat, avocat, a été emprisonné pendant 18 ans sous le régime Assad [NdT]

En ce qui concerne les systèmes politiques, on trouve constamment des critiques des réformateurs musulmans du type :

« Nous les avons vus autoriser la démocratie au nom de la consultation... Ils mentent !

Avant cela, ils ont permis le socialisme...

Et ils ont autorisé la législation en dehors d'Allah et la création de partis politiques sous prétexte d'appliquer la charia... Ils prétendent!

Et ils ont permis à une femme et à un chrétien de gouverner les musulmans...

Et ils ont interdit de se rebeller contre le dirigeant sans ce qu'Allah a fait descendre...

Et ils ont considéré les laïques, les communistes, les libéraux, les socialistes et d'autres comme des musulmans croyants !

Et ils ont considéré les chrétiens comme des frères des musulmans...

Et ils ont permis l'occupation américaine de l'Afghanistan !!!

Et certains d'entre eux ont permis d'assister à la messe des chrétiens infidèles et de les féliciter pour la nomination de leurs papes !!

Et certains d'entre eux ont permis aux hommes de se raser la barbe...

Et certains d'entre eux ont permis aux femmes de porter le pantalon...

Et d'autres innovations et égarements qu'ils ont répandus parmi les musulmans comme étant des certitudes dans la religion de l'islam... Et Allah nous suffit, et Il est notre meilleur protecteur »⁴.

Qu'est-ce que le djihad sunnite ?

Anas Khattab répond : « Le djihad, en plus d'être un acte d'adoration, est également l'une des activités de l'individu dans sa vie. L'histoire de l'humanité et sa réalité contemporaine témoignent que l'être humain doit combattre les autres, quelle que soit la raison ou la motivation de ce combat... ! L'islam est venu pour orienter ce combat et le classer parmi les actes d'adoration ».

Pour les takfiristes, la destinée de l'homme est de combattre les autres, et cet "autre" peut être fabriqué selon les besoins. Il est nommé "nusayri" en Syrie, "chrétien" ou "chiïte" dans d'autres pays, et "sectes égarées" ailleurs. Le concept s'élargit et se resserre selon les besoins, et il suffit d'un caricaturiste européen ou d'un enregistrement falsifié soigneusement préparé d'une personne dite appartenant à la secte des Druzes unitariens pour déclencher la guerre. Le peuple est facilement mobilisé, et les historiens en ont souvent assez de mentionner les précédents. Ceux dont les droits à la connaissance, au travail et à la culture ont été bafoués se mobilisent pour défendre « la religion », « le Prophète » et « le dogme ». Ils se dirigent comme des loups vers leurs semblables pour se libérer de ceux que leurs griffes peuvent atteindre, en soutenant Dieu et Son Prophète.

Cela nous rappelle l'histoire racontée par Yaqout al-Hamawi dans son "Dictionnaire des villes" : « Les habitants de la ville étaient trois

⁴Anas Khattab, *ibid*, bien que ce passage soit plagié à partir de plusieurs autres textes sans mentionner les autres sources.

groupes : les chafi'ites, qui étaient les moins nombreux, les hanafites, qui étaient les plus nombreux, et les chiïtes, qui constituaient la majorité... La rivalité entre les sunnites et les chiïtes s'est intensifiée, et les hanafites et les chafi'ites se sont unis contre eux. Des guerres ont éclaté, toutes victorieuses pour les chafi'ites, malgré leur petit nombre. Mais Dieu les a soutenus. Les habitants de Rustaq, qui étaient hanafites, venaient à la ville avec des armes et soutenaient leurs coreligionnaires, mais cela ne leur a rien apporté, jusqu'à ce qu'ils soient exterminés. Ces lieux en ruines que vous voyez sont les lieux des chiïtes et des hanafites, tandis que ce quartier connu pour les chafi'ites demeure. Et il ne reste des chiïtes et des hanafites que ceux qui cachent leur doctrine ».⁵

Depuis la naissance de « Jabhat al-Nosra » sous le commandement d'Abou Bakr al-Baghdadi, les slogans principaux qu'ils ont exprimés sont : « La démocratie est un péché et une mécréance », « Les chrétiens doivent être pourchassés à Beyrouth, et les nusayris aux cercueils ». Le djihad en Syrie et pour la Syrie est « contre les nusayris et leurs alliés », « contre le régime nusayri et les milices chiïtes », et en soutien aux gens de la sunna. Des fonds ont afflué de tous les pays du Golfe vers ce groupe, atteignant « le gaspillage » d'un milliard de dollars au cours de sa troisième année, selon Abou Mohammed al-Joulani. Cela a également été une opportunité pour les pays du Golfe de se débarrasser de ceux qu'ils n'ont pas réussi à réhabiliter parmi les détenus de Guantanamo et les prisonniers d'Al-Qaïda, le directeur des renseignements saoudiens Bandar bin Sultan s'étant chargé de les éliminer dans le brasier syrien. Cela a également été une occasion d'envoyer des salafistes du Maghreb vers l'Est ! Cependant, Recep Tayyip Erdoğan et le directeur du

⁵ Voir Yaqut al-Hamawi, *Lexique des pays*, 3/117, voir aussi : *Le phénomène du fanatisme à travers l'histoire islamique*, Muhammad Amjad Abdul Razzaq al-Bayat, 2018, Dar al-Maymana, Médine.

MIT [*services de renseignement turcs, NdI*] à l'époque, **Hakan Fidan**, ont considéré cela comme une opportunité de diriger "l'islam sunnite" et de s'emparer des fonds du Golfe. Le résultat a été que ce qu'ils avaient imaginé comme une promenade d'un an ou deux s'est transformé en cauchemar avec l'arrivée de la plus grande masse de réfugiés syriens sur son territoire. Malgré cela, le gouvernement turc a réussi à investir massivement sur le plan économique et géopolitique dans la tragédie syrienne, et cela se poursuit.

L'ouverture des frontières turques aux dizaines de milliers de combattants non syriens pour le djihad a complètement modifié la carte des forces opposées au régime dictatorial syrien. Les voix démocratiques ont été marginalisées, et parler du slogan de la révolution syrienne "Le peuple syrien est un" est devenu un blasphème et une hérésie jusqu'à ce que des mots comme "peuple", "liberté", "souveraineté" et "État national" soient désormais combattus et provoquent des attaques de factions armées de l'opposition. Avec la prise de contrôle de Hay'at Tahrir al-Sham sur une partie importante de la province d'Idlib, le travail a sérieusement commencé à "nettoyer" la ville de quiconque différait de "Jabhat al-Nosra" dans son mode de vie et de ses habitudes... Des sanctions ont été appliquées contre "les déviants et les violations", ce qui a conduit à l'exil d'un tiers de la population. Dans certains villages, des complexes djihadistes ont été établis selon le pays d'origine des combattants, comme pour les Ouïghours, les Tchétchènes et les Marocains... Même des Français se sont installés là où ceux qui ont été expulsés ou contraints à fuir se trouvaient. Il est ironique que ceux qui fuyaient les réformes sociales en Arabie Saoudite aient apporté avec eux les souvenirs de la "Commission pour la promotion de la vertu et la prévention du vice" à Idlib, avec un financement généreux d'organisations "caritatives" wahhabites

au Qatar et en Arabie Saoudite, pour propager le port du niqab, interdire le mélange dans les restaurants et les bureaux, et empêcher la présence de femmes non accompagnées dans les magasins. En outre, il était également interdit de vendre des vêtements féminins aux hommes et de surveiller les salles de mariage et les événements festifs pour interdire "les comportements immoraux", ainsi que la consommation publique de chicha dans les rues, les magasins et les restaurants. Ils ont aussi interdit les coupes de cheveux exagérées et les comportements "inappropriés", en surveillant les jeunes filles et les garçons dans les instituts d'enseignement et les moyens de transport.

Après que les "juristes" et les "djihadistes" ont commencé à porter des cravates, l'euphorie a atteint un certain nombre de déçus qui pensaient que les gens les avaient oubliés, mais ils se sont mis à parler de "l'oppression sunnite" et à chercher les mérites de ceux qui "ont libéré et décidé"... Ils ont oublié que le changement de peau d'un serpent n'enlève pas le venin de ses morsures. L'attaque contre la zone côtière a révélé la nature instinctive de ceux qui sont devenus le nouveau pouvoir à Damas. Nawar Jabour décrit la tragédie du nettoyage sectaire en disant : « Les massacres qui ont eu lieu sur la côte ont ajouté une dimension où les Alaouites sont devenus un ennemi explicite, tués et filmés morts, leurs magasins et leurs terres incendiés, et ils sont pourchassés même lorsqu'ils fuient vers les forêts ou les vallées. Mais ce qui était encore plus cruel, c'était le meurtre ritualisé ou le meurtre inspiré, où les tueurs veillaient à exécuter les massacres conformément à ce qui avait été prescrit religieusement contre les 'nusayris', ce qui a consacré le caractère religieux de la violence, de sorte que le message n'était pas seulement destiné aux victimes, mais leur corps même est devenu un message politique et religieux. Le meurtre n'était pas seulement un acte de violence gratuit, mais des vidéos ont circulé documentant

des meurtres célébratoires, où l'objectif n'était pas seulement d'éliminer physiquement les victimes, mais de se vanter de détruire leurs biens et de les voler. Une vantardise ouverte sur le pillage des maisons des tués, des combattants brandissant les biens des habitants comme des butins, illustrant la fierté du vol, tout comme les Syriens l'avaient précédemment observé avec les soldats du régime déchu et les milices de défense nationale. Les victimes tuées sont devenues des symboles de la victoire de la foi, où le devoir sacré de purification se manifeste sur les corps tués et abandonnés à la vue de tous, consolidant une image à long terme selon laquelle ils sont politiquement, religieusement et spirituellement rejetés ».⁶
[7]

Jusqu'à aujourd'hui, l'autorité d'Ahmad al-Charaa n'a émis aucune décision claire pour mettre fin aux agressions qui touchent les terres, les biens et le droit à la vie et la sécurité des Alaouites en tant que tels !

Il est difficile de savoir qui a fabriqué un enregistrement audio et l'a attribué à un Syrien de la communauté druze, mais il est facile de suivre les réactions parmi ceux qui sont maintenant officiellement définis comme "les éléments et factions non disciplinés". Par un coup de génie et au nom de la défense du Prophète Mohamed, le verset coranique "Nul ne porte le fardeau d'un autre" a été modifié dans l'esprit des foules (sans le "non"), et le Parti de la mobilisation et de la haine s'est dirigé vers la Syrie miniature (la ville de Jaramana) pour se venger de ses habitants dans une affaire qui ne les concernait pas. Le nombre de victimes dans cette folie collective a dépassé la centaine, avec des dizaines de détenus et de disparus.

⁶ https://t.ly/_i1Bg <https://t.ly/rPfmR>

N'est-ce pas le parti des trois "T" (*altakfir waltabrim waltafir*, التكفير والتحریم والتفجير) qui détient réellement le pouvoir sur les autorités sécuritaires et militaires aujourd'hui ? Ahmad Al-Charaa peut-il adresser des critiques ou des plaintes à ceux qu'il a nommés au Conseil de sécurité nationale, une autorité au-dessus de tout ? Y a-t-il quelqu'un parmi eux, y compris le nouveau chef des renseignements, dont les mains ne soient pas tachées du sang des Syriens ?

Une personne raisonnable peut-elle croire aujourd'hui que "l'autorité de transition" à Damas veut construire une Syrie pour tous les Syriens et Syriennes ?

2

Film des événements

Le « **Commandement des opérations militaires** » dirigé par Hayat Tahrir al-Cham est entré à Damas le 8 décembre 2024 à l'issue de la bataille militaire la moins importante de son histoire en termes de pertes matérielles et humaines. Il était clair que la perte par le Hamas et le Hezbollah de leur bataille à Gaza et au Liban et le succès de Trump à l'élection présidentielle aux USA avaient créé une nouvelle situation régionale et internationale dans laquelle Assad fils n'avait plus sa place. Erdogan et Fidan ont décidé de mettre fin à l'idée d'un État syrien souverain en installant la faction la plus extrémiste, la plus fanatique et la plus étrangère de la société syrienne au pouvoir sur tous les Syriens. Les hommes masqués sont entrés dans la capitale syrienne pour "libérer" le pays de la tyrannie et de la corruption d'une famille qui avait transformé la Syrie en une ferme d'esclaves. Le jour de la "célébration" du mariage de la victoire, la plupart des Syriens ne se sont pas arrêtés à la vue de la mariée, la Syrie, en train d'être violée en plein jour.

- Le 8 décembre 2024, des forces d'élite composées principalement de Hayat Tahrir al-Cham ont pris le contrôle de points clés à Damas : la Maison de la radio et de la télévision, la Banque centrale, les principaux ronds-points de la ville, le palais présidentiel et les principaux postes de police. Ils ont mis en place des points de contrôle. La majorité de ces hommes étaient masqués et portaient des tenues avec le logo de Hay'at Tahrir al-Cham.

- Une campagne de liquidation et de saignée des institutions étatiques non sunnites a rapidement commencé, et le terme « al-

Fouloul » (résidus, vestiges de l'ancien régime) est devenu le mot clé pour désigner les ennemis de la nouvelle autorité dans le cadre de la conception du conflit en Syrie de ce groupe, à savoir une lutte contre “un régime alaouite que les juristes ont unanimement qualifié d'apostat”. La première décision a été d'appliquer à la lettre la fatwa d'Ibn Taymiyyah : « Il n'est permis à personne de les aider à rester dans les rangs des soldats et des serviteurs, et il n'est permis à personne de se taire sur l'accomplissement de ce que Dieu et Son messager ont ordonné. »

- Le transfert du pouvoir s'est fait très rapidement : le gouvernement du HTC/HTS à Idlib a été transféré dans son intégralité à Damas afin de restructurer les institutions de l'État dans tout le pays selon le “modèle réussi d'Idlib” (Hakan Fidan). Dans la plus petite province de Syrie, 11 prisons avaient été construites pour contrôler la sécurité ! Avec l'organisation et l'installation d'“immigrés djihadistes” dans les maisons de la moitié des habitants de la province, qui sont devenus des réfugiés et des personnes déplacées, Hay'at Tahrir al-Cham a réussi à contrôler la situation sécuritaire.

- Le Commandement des opérations militaires a sécurisé les conditions de vie de ses miliciens dans les maisons confisquées des officiers et sous-officiers, et le commandement a publié une décision selon laquelle les membres de l'armée et de la police du régime déchu devraient rester dans leurs maisons et être ensuite convoqués individuellement pour décider de leur sort. Nous avons reçu une liste non exhaustive des noms de 13 000 soldats et officiers détenus dans des conditions inhumaines dans huit prisons⁷.

⁷ [Le nettoyage sectaire comme politique de gouvernance](#), rapport de la Commission de suivi des droits humains et de la situation humanitaire (Syrie), 22.04.2025

- Dès les premiers jours, les attaques contre les Alaouites en tant que tels ont commencé de manière aléatoire et irrégulière, mais de manière systématique en raison de la nécessité d'exclure toute personne appartenant à cette secte des institutions publiques d'éducation, de santé, de subsistance, militaires et de sécurité, conformément à la fatwa d'Ibn Taymiyyah. Les nouvelles forces de sécurité ont encouragé ce qu'elles appellent le "droit privé", ce qui signifie qu'un citoyen sunnite qui a été lésé ou qui a perdu un martyr dans sa famille peut faire valoir ses droits auprès du voisin alaouite le plus proche de son domicile ou de son quartier. Aux points de contrôle des nouvelles autorités, il n'est pas devenu rare de s'entendre demander : « Tu es alaouite ou sunnite ? » Il y a eu des provocations à l'encontre des chrétiens dans leurs quartiers, qui ont été limitées après les réactions européennes.

- Les dossiers des travailleurs du secteur public ont été collectés. La décision de licencier plus de 28 % des fonctionnaires a été prise, chiffre confirmé par les ministères concernés.

- Les employés des services de sécurité, de la police et de l'armée syrienne ont été convoqués, arrêtés et poursuivis, avec ou sans arrangement. Au cours du premier mois, les salaires des employés du secteur public dans divers secteurs n'ont pas été versés.

- Al-Charaa a publié un décret accordant les grades les plus élevés de la « Nouvelle armée » (composée en partie de djihadistes étrangers, principalement originaires d'Asie centrale : Ouïghours, Ouzbeks, Turkestans et autres) à 49 Syriens et non-Syriens, qui sont devenus généraux, brigadiers et colonels avec une note et un papier signés par lui. Une semaine plus tard, la construction des nouvelles unités de l'armée, dirigée par des djihadistes jordano-turco-égyptiens, était achevée. Des milliers d'officiers dissidents, malgré leur appartenance à la secte sunnite, n'ont pas été rappelés, et l'opinion à ce sujet avait été clairement exprimée il y a longtemps par Anas Khattab : « Il n'est pas permis de rejoindre les groupes et

les armées qui appartiennent à la doctrine du patriotisme, car il s'agit de groupes hérétiques, et leur combat n'est pas mené pour Dieu, mais pour la patrie, et quiconque est tué pour la patrie ne peut être appelé martyr, car le martyr est un statut purement religieux, et non une médaille d'honneur humaine que les gens soumettent à leurs philosophies et idées erronées» (Anas Khattab, Décision sur l'affiliation à des groupes et armées patriotiques).

- Il est apparu clairement que la nouvelle équipe voulait monopoliser le contrôle des services de renseignement, de sécurité intérieure et de l'armée avant d'aborder toute autre question. Par conséquent, l'affiliation sunnite, l'éducation religieuse et la volonté de défendre le "véritable islam" sont devenues des conditions d'emploi dans les services de police et de sécurité.

- Depuis la mise en place du premier gouvernement de facto à Idlib, l'objectif du HTC a été de contrôler totalement les syndicats, les actions collectives et les différentes formes de la société civile. Les sept gouvernements d'Idlib ont confisqué les projets les plus importants nés d'initiatives civiles et populaires et les ont placés sous leur contrôle. Jusqu'à présent, il semble clair que le processus de transfert de ce modèle dystopique à Damas est en bonne voie.

- Le 29 janvier 2025 est organisée la "Conférence de la Victoire" qui, partant du principe que ceux qui "libèrent" décident, dissout l'armée, les institutions de sécurité et de police, ainsi que les organes de négociation, les partis et les groupements syndicaux... Dans sa première et dernière session, la Conférence militaire de la Victoire se voit attribuer les pouvoirs de *ahl al hal wa al aqad* أهل الحل والعقد, "les gens de la solution et du contrat" et désigne Ahmad al-Charaa comme président de la République, avec le pouvoir de former un conseil constitutionnel, d'approuver les principes constitutionnels et de former un gouvernement de transition.

- Le 6 mars, un petit groupe d'anciens militaires prend en otage le personnel de sécurité. Ahmed al-Charaa déclare la mobilisation

générale contre les rebelles, des appels au djihad sont lancés dans de nombreuses mosquées et tous les instincts sectaires latents sont mobilisés. Une quinzaine de factions armées, essentiellement composées de djihadistes étrangers, prennent d'assaut la zone côtière syrienne (Sahel) en scandant le slogan "Mort aux Alaouites".

- Au cours des quatre jours suivants, 25 massacres ont été documentés, 811 vidéos ont été vérifiées et 2 246 victimes ont été identifiées. Nous disposons également d'une liste de 2 800 civils alaouites disparus. 42 victimes d'autres appartenances religieuses ont également été recensées, tuées pour leur solidarité avec les civils ou pour avoir tenté de les cacher. Par ailleurs, près de 30 000 personnes sont toujours déplacées ou réfugiées dans le nord du Liban, plus encore 82 femmes enlevés.

- Le Sahel est au bord d'une catastrophe humanitaire sans précédent, avec 97 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, plus de 10 000 cas documentés d'arrestations illégales et de disparitions forcées, et une vague de licenciements massifs d'environ 2 000 fonctionnaires dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

- Le 12 mars 2025, la présidence syrienne a annoncé, par un décret présidentiel émis par Ahmad al-Charaa*, la formation d'un Conseil de sécurité nationale composé exclusivement de responsables de Hay'at Tahrir al-Cham. Ce conseil, composé d'un groupe de personnes dont les mains sont tachées de sang syrien, a pour mission de coordonner et de gérer la politique du pays

- Nous approchons de la fin du quatrième mois depuis l'entrée de HTC à Damas, et aucune décision politique n'a été prise concernant la situation économique catastrophique dans laquelle vivent tous les habitants des zones contrôlées par HTC.

- Un gouvernement de transition fantoche a été nommé par le président le 30 mars 2025, pour une durée indéterminée. Dans ce gouvernement, en guise de remerciement, al-Joulani envisage de

confier à un collaborateur d'Al Jazeera le poste de ministre de la Culture et à un stagiaire de l'Institut de Doha dirigé par Azmi Bishara celui de ministre de l'Information.

- Le Grand Mufti de la République et le Conseil de la Fatwa ont été nommés par une majorité connue pour sa "pureté" idéologique djihadiste et pour considérer comme un devoir religieux de nettoyer le pays des sectes égarées, des laïques, des démocrates et des patriotes. Selon le cheikh Nabulsi, l'une de ses tâches consiste à contrôler les lois et la législation et leur compatibilité avec la charia. Une bonne partie de la classe politique usée et fatiguée parle encore des nouveaux habits du nouveau prince, de la découverte de son potentiel génial qui était resté enfoui pendant 14 ans, et de sa jeune équipe qui restaurera le Levant à sa gloire omeyyade, alors que la nouvelle autorité érige tous les piliers de la construction d'une autorité totalitaire sectaire qui vit en alimentant les discours de haine entre les différents segments de la société et en faisant preuve de racisme et de discrimination religieuse dans toutes ses nouvelles structures.

Pour la vérité et l'histoire, les nouveaux décideurs n'ont pas voilé leurs opinions et leurs positions, mais se sont montrés plus ouverts et plus clairs dans leur vision de la construction de l'État. Lorsque nous avons évoqué la nécessité de créer une nouvelle armée nationale syrienne il y a quelques années, la première personne à nous répondre a été Anas Khattab, qui a répondu de manière effrontée dans sa dissertation intitulée « Décision sur l'affiliation à des groupes et armées patriotiques » :

« L'islam fonde la loyauté et la déloyauté sur la religion, le combat au nom de la religion et la promotion de sa parole.

Les fils d'une même patrie sont loyaux les uns envers les autres, quelle que soit leur religion, car le musulman est le frère du chrétien, le frère du juif, le frère de l'athée, le frère de l'apostat, il n'y a pas de

différence entre eux, et aucun n'est favorisé par rapport à l'autre, car ils sont tous les fils d'une même patrie.

L'Islam dit clairement et explicitement que {les croyants sont frères}, {les croyants et les croyantes sont frères les uns des autres}, et {le musulman est le frère du musulman}.

Le patriotisme rend les membres d'une même nation égaux en droits et en devoirs - indépendamment de leurs différentes religions, de sorte qu'un chrétien, un juif, un athée et un apostat ont les mêmes droits qu'un musulman!

Par exemple, dans le patriotisme, c'est un droit général pour tous les citoyens - quelle que soit leur religion - même s'ils sont athées ou apostats, alors que dans l'islam, ce n'est permis qu'aux musulmans, et ce n'est permis qu'à ceux qui ne sont que musulmans ».

Et d'ajouter : « Le patriotisme est une doctrine philosophique qui contredit la religion de l'islam, il n'est donc pas permis d'y croire et de s'y affilier, que ce soit en vérité ou pour tromper l'ennemi, bien que le jugement ne soit pas le même dans les deux cas, car le premier est régi par la mécréance, et le second par l'interdiction. » Khattab déclare clairement qu'il ne construira pas d'institution militaire nationale syrienne, car cela signifierait l'égalité entre musulmans et non-musulmans, prédéterminant ainsi la couleur, la secte et la croyance de la nouvelle armée.

Hier, les habitants de la ville frontalière de Nawa ont fait face, torse nu, à l'agression israélienne, qui n'a pas cessé depuis le 8 décembre 2024. 9 martyrs sont tombés dans cette confrontation avec l'ennemi israélien...

Nous ne savons pas si Abou Qasra, Khattab, Al-Charaa, Waes et Atoun feront l'éloge des martyrs du Hauran en les désignant comme tels, ne sont-ils pas ceux qui ont dit et répété pendant 14 ans : « Quiconque est tué pour la patrie ne peut être appelé martyr, car le martyr est un statut purement religieux, et non une médaille

d'honneur humaine que les gens soumettent à leurs philosophies et idées erronées »...

Jour après jour, il devient clair pour les Syriens et les Syriennes que le modèle HTC qui prévaut aujourd'hui ne fonctionne pas, et que l'idée infernale avec laquelle les Syriens sont intimidés et attirés : "Nous ou le déluge" se transformera en malédiction pour ses propriétaires...

Les sociétés humaines connaissent le phénomène du suicide individuel, mais elles n'ont jamais accepté, même sous la domination des pires formes de tyrannie, de se suicider collectivement au profit de leurs oppresseurs.

3

L'Étaticule joulanesque ou les sécrétions putrides du totalitarisme djihadiste

Dans leur essai intitulé « *L'État-nation moderne : entre islamisme et laïcité* », Asia Al-Mubtar et Adnan Harawi nous offrent une synthèse claire et concise du concept d'État-nation moderne en affirmant :

« Les systèmes législatifs de l'État-nation moderne se caractérisent par une indépendance complète à l'égard de toute idéologie, quel que soit son type. Si l'État laïc vise à séparer la structure politique de l'appareil religieux, alors l'État-nation moderne est un État indépendant qui ne s'appuie sur aucune source de législation en dehors de la volonté populaire. En tant qu'entité neutre à l'égard des religions, des sectes, des idéologies, des individus et des classes, cet État cherche à éviter d'adopter toute idéologie qui pourrait affecter son entité et son existence, et en faire un État exclusif qui sert un groupe spécifique au détriment d'un autre. Ce « service exclusif » que l'État cherchera à fournir est basé sur des principes qui entrent en conflit avec les principes d'égalité citoyenne et est réalisé sur la base d'une référence religieuse, idéologique ou doctrinale spécifique ».

En réalité, l'État-nation moderne repose sur trois principes fondamentaux : le premier est l'égalité des citoyens, le deuxième est la primauté du droit et le troisième est la légitimité du peuple.

Ce n'est pas ici le lieu de parler de la naissance et de la construction de « l'État-nation moderne », auquel nous avons consacré un livre et des articles⁸, mais il est nécessaire de rappeler sans cesse que cette naissance est le fruit d'un long processus historique qui a permis à l'Europe, par exemple, de sortir de ses guerres sectaires et religieuses, qui ont coûté à la seule Allemagne, pendant la guerre de Trente Ans (1618-1648), la vie de plus de sept millions d'habitants. En Méditerranée orientale, l'Empire ottoman n'est sorti de l'histoire et de la géographie qu'après avoir écrit ses dernières pages avec le génocide des Arméniens et des Assyro-Chaldéens en 1916-1918, et la défaite lors de la Première Guerre mondiale et la signature par le sultan Mehmet VI du traité de Sèvres (1920), qui a laissé au califat, à la fin de son existence, 380 000 km² sur les 1 780 000 km² qu'il comptait avant la guerre.

En Égypte, la révolution de 1919 a marqué un tournant important dans la lutte pour la libération nationale du joug colonial britannique, vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. À Damas, l'indépendance du Royaume arabe syrien a été proclamée le 8 mars 1920 par une assemblée législative constituante connue sous le nom de « Conférence syrienne générale », qui a adopté le « Statut fondamental » qui prévoyait une monarchie constitutionnelle civile, une administration décentralisée, la garantie des libertés politiques et économiques, les droits des communautés religieuses, l'égalité entre les citoyens et la tenue d'élections libres au Conseil des représentants au scrutin secret en deux tours (article 73). Les élections étaient libres et le gouvernement n'avait pas le droit d'y intervenir ou de s'y opposer (article 77).

⁸ Pour plus d'informations, voir : *Bina al-Muwatana (Construire la citoyenneté)*, Haytham Manna, Éditions Bisan, Beyrouth 2021

Le colonisateur français ne pouvait tolérer l'idée de l'indépendance, et ses forces entrèrent en Syrie. Trois jours après la bataille de Maysaloun, les forces d'occupation occupèrent Damas, exilèrent le roi Faiçal et dessolèrent le royaume le 28 juillet 2020.

Après la chute tragique et grotesque du califat ottoman, personne ne pouvait plus parler de califat ou d'État islamique selon la logique sultanale héréditaire et médiévale. Dans plusieurs pays musulmans, des organisations politiques et sociales ont vu le jour, appelant à la construction d'un État islamique. Si Hassan al-Banna est le plus célèbre dans le monde arabophone, Abu al-Ala al-Mawdudi occupait le devant de la scène dans le monde islamique. Abou al-Alaa était un observateur attentif et un fin connaisseur des caractéristiques de l'époque que vivaient les musulmans dans la péninsule indienne, mais aussi de la montée des courants idéologiques totalitaires à l'échelle mondiale, le stalinisme à l'Est, le nazisme et le fascisme à l'Ouest. On retrouve clairement l'empreinte de ces courants dans la définition que donne al-Mawdudi de l'État islamique :

- « *L'État islamique est un État dirigé par un parti particulier qui croit en une doctrine particulière. Quiconque accepte l'islam peut devenir membre du parti qui a été fondé pour diriger cet État, et ceux qui ne l'acceptent pas ne sont pas autorisés à intervenir dans les affaires de l'État et peuvent vivre à l'intérieur des frontières de l'État en tant que dhimmis.* »
- « *L'État islamique est un État totalitaire qui régit tous les aspects de la vie.* » *(Al-Mawdudi écrit cela en anglais, en plus de l'ourdou et de l'arabe).*
- « *Dieu a doté l'homme de ces limites, d'un système indépendant et d'une constitution universelle qui n'admet aucun changement ni modification... Si vous le souhaitez, vous pouvez vous y soustraire et déclarer la guerre*

comme l'ont fait la Turquie et l'Iran, mais vous ne pouvez y apporter la moindre modification, car il s'agit d'une constitution divine éternelle qui ne peut être ni changée ni modifiée ».⁹

Nous voyons dans ces trois points l'arbre généalogique commun aux Frères musulmans, aux khomeynistes, aux salafistes djihadistes, aux srouristes (partisans du Cheikh Srour de la région de Daraa) et au Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération), car les principes énoncés par Mawdudi s'y retrouvent tous, avec quelques différences d'expression littéraire ou quelques phrases non contestées. Si la première mouture de la Confrérie des Frères musulmans en Égypte et le modèle syrien du Dr Mustafa al-Sibai n'ont pas adhéré à la logique du « parti sacré », ou ce que Khomeini appelle dans son livre « Le gouvernement islamique » : « *la bande sacrée* », il a fallu attendre Sayyid Qutb pour voir apparaître une identification plus claire entre ces composantes.

L'essor de la « religion publique » et la chute des idéologies contemporaines ont eu un impact considérable sur la montée, l'extrémisme et la radicalisation des mouvements politiques islamiques. La fabrication de l'ennemi a joué un rôle essentiel dans l'introduction du *takfir* (définition des frontières entre le croyant et le mécréant, entre la société païenne et la société islamique), la prohibition (regroupant dans une même catégorie tout ce qui est interdit, prohibé et répréhensible) et la destruction (considérant le djihad ou la violence sacrée comme le seul moyen d'instaurer le règne de Dieu sur terre). Comme le dit Yassin al-Haj Saleh : « En Afghanistan, l'ennemi était l'Union soviétique, puis les USA ; en

⁹ Abou al-Ala al-Mawdudi, *La théorie de l'islam et son message*, 3e édition, Dar al-Fikr, 1967, p. 47. La conférence remonte aux années 1930, avec la montée d'Adolf Hitler et les purges staliniennes. La citation est tirée de l'édition « révisée » publiée après la guerre de 1967.

Irak, ce sont les Américains et leurs alliés des organisations chiïtes ; **en Syrie, l'ennemi était essentiellement la révolution** »¹⁰.

Au stade du Caire, le 15 juin 2013, le président égyptien Mohamed Morsi était présent en personne pour annoncer les résultats de la première réunion élargie entre les « savants » salafistes, les « savants » des Frères musulmans et les dirigeants de l'Union mondiale des oulémas musulmans, au cours de laquelle il a été décidé, à l'unanimité, de déclarer le jihad en Syrie. Pour annoncer les résultats de cette réunion et proclamer sa décision, les participants ont désigné le cheikh égyptien Mohamed Hassan :

« La terre pure d'Égypte a accueilli une conférence à laquelle ont participé près de 500 savants, appartenant à plus de 70 organismes, organisations et associations. Ces savants ont émis une fatwa et ont convenu que le jihad est un devoir de la vie, de la fortune et des armes, chacun selon ses moyens. Le jihad pour défendre le sang et l'honneur est désormais un devoir individuel pour le peuple syrien et un devoir collectif pour les musulmans du monde entier. C'est ce que nous devons au Seigneur du ciel et de la terre »¹¹.

Depuis cette date, les différences entre ce qu'on appelait l'islam modéré ou politique et les thèses salafistes djihadistes ont disparu, et le processus de « légitimation » de la présence des combattants étrangers en Syrie dans la plus grande fatwa collective de l'histoire islamique contemporaine s'est enclenché. Les musulmans syriens, quelles que soient leurs factions et leurs orientations, ne sont plus maîtres de leur présent et de leur avenir dans le conflit qui oppose

¹⁰ Yassin al-Haj Saleh, *Les impérialistes impuissants*, Riyad al-Rayyes pour les livres et l'édition, Beyrouth, 2019, p. 20.

¹¹ Haytham Manna, *Le déclin de l'islam politique, de al-Mawdudi à Erdoğan*, Nofal/Hachet Antoine, Beyrouth, 2021, p. 89.

une dictature corrompue et le plus grand mouvement populaire qui lui fait face. L'arrivée massive de plus de 120 000 combattants non syriens provenant d'une soixantaine de pays, avec des facilités financières, matérielles et logistiques qui ont dépassé ce que nous avons connu dans l'expérience afghane, a constitué un changement complet dans la nature, la géographie et les objectifs des conflits armés et des luttes intestines, ainsi que dans la nature de l'État souhaité pour le changement.

Al-Baghdadi a proclamé le califat, considéré comme l'État islamique vertueux tant souhaité, et le conflit au sein des formations djihadistes s'est intensifié, débouchant sur des affrontements sanglants dont les partisans de la « Commission de libération de l'Islam en Syrie » (Hayat Tahrir al-Sham) se font rarement l'écho. Si la grande scission entre l'État islamique en Irak et le Front al-Nosra a eu droit à son lot d'attention et d'études, la « Sahwa » a été l'un des mouvements les plus audacieux et les plus cultivés parmi les djihadistes syriens, lorsque Hassan Abboud, chef du mouvement Ahrar al-Sham, aidé par le jeune Mohammed al-Shami, a rédigé « La charte d'honneur révolutionnaire », qui a constitué l'une des révisions les plus importantes de l'histoire du « djihadisme salafiste » en Syrie. Ce pacte a clarifié les frontières entre les thèses générales du mouvement salafiste djihadiste et le projet djihadiste syrien de changement sur des points essentiels, qui vont au-delà de la lutte pour le pouvoir et l'autorité pour toucher à la conception même de l'État souhaité :

« - La révolution syrienne armée a pour objectif politique de renverser le régime avec tous ses symboles et ses piliers et de le traduire en justice, loin de toute vengeance et de tout règlement de comptes.

- *La révolution vise militairement le régime syrien qui a exercé le terrorisme contre notre peuple avec ses forces militaires régulières et irrégulières et ceux qui les soutiennent, tels que les mercenaires iraniens, le Hezbollah et la Brigade Abou al-Fadl al-Abbas, ainsi que tous ceux qui agressent et apostasient notre peuple, comme Daech. L'action militaire se limite au territoire syrien.*

- *Le renversement du régime est une entreprise commune des différentes forces révolutionnaires. Conscientes de la dimension régionale et internationale de la crise syrienne, nous sommes ouverts à la rencontre et à la coopération avec les acteurs régionaux et internationaux solidaires du peuple syrien, dans l'intérêt de la révolution.*

- *La préservation de l'unité du territoire syrien et la prévention de tout projet de partition par tous les moyens disponibles sont un principe révolutionnaire non négociable.*

- *Notre force révolutionnaire s'appuie dans son action militaire sur l'élément syrien et est convaincue de la nécessité d'une décision politique et militaire purement syrienne, rejetant toute dépendance vis-à-vis de l'étranger.*

- *Le peuple syrien aspire à l'instauration d'un État de justice, de droit et de libertés, à l'abri des pressions et des diktats.*

- *La révolution syrienne est une révolution morale et éthique qui vise à instaurer la liberté, la justice et la sécurité pour la société syrienne dans toute sa diversité ethnique et confessionnelle.*

- La révolution syrienne s'engage à respecter les droits de l'homme prônés par notre religion. »¹²

Il est clair que la « Front islamique » syrien a décidé, ce jour-là, de rompre avec ce qu'il appelait le « jihad mondial » ou ce que le Front al-Nosra appelait le « jihad sunnite ». [7] en Syrie. Il n'est donc pas surprenant que quarante-cinq cadres de sa direction aient été victimes d'un assassinat collectif dans le plus grand attentat perpétré en quatorze ans de révolution et de guerre sur le territoire syrien, et que des preuves aient révélé, des années plus tard, l'implication du « Front al-Nosra » en collaboration avec les services secrets turcs (MIT) dans ce massacre.

Je m'arrête toujours sur ce document important, car il montre et explique la différence entre le Front al-Nosra et ce qui en est issu, du Front de conquête du Levant à Hayat Tahrir al-Sham, et les factions djihadistes qui ont adopté dans ce pacte l'État de justice, de droit et de libertés.

Un autre sujet important de discorde entre le Front al-Nosra et les autres organisations syriennes était l'adoption par le Front al-Nosra et Daech d'une approche visant à intégrer les combattants étrangers dans les structures organisationnelles et les postes à responsabilité. Le Front al-Nosra étant composé de Syriens et d'étrangers, puis rejoint par certains détenus de la prison de Sednaya, son commandement et ses chefs religieux sont restés entre les mains de non-Syriens, avec quelques Syriens. Ceux-ci représentaient plus de

¹² Ce document a été signé par l'Union islamique des combattants du Levant, le Corps des combattants du Levant, l'Armée des moudjahidines, les Brigades du Coran et la Front islamique. Il a été publié le 17 mai 2014. Pour lire le texte intégral, voir : Haytham Manna, Front al-Nusra, Bisan, Beyrouth, p. 185-194.

70 % des effectifs dans les premières années de son existence et occupaient la plupart des postes décisionnels. Cela est apparu clairement lorsque Hassan Abboud a déclaré sur *Al-Jazeera* qu'il craignait le rôle néfaste des djihadistes étrangers : « Nous n'avons pas besoin d'éléments non syriens, nous avons suffisamment de combattants syriens, d'autant plus que beaucoup d'immigrants ont été victimes de la désinformation et que leur soutien initial s'est transformé en malédiction ». Il a posé comme condition à tout dialogue avec Al-Nosra que celui-ci se dissocie d'Al-Qaïda, soulignant que « la décision doit être purement syrienne ».

Le Front Al-Nosra a répondu : « *Nous, au Front al-Nosra, refusons catégoriquement et sans ambiguïté toute minimisation ou occultation du rôle des frères immigrés dans ce jihad béni. Ils ont joué un rôle immense et important en soutenant le peuple de Syrie, conformément à la parole de Dieu : {Et s'ils vous demandent secours dans la religion, vous devez les aider} Nous ne leur répondrons que par la bienveillance et la reconnaissance, car notre Seigneur, le Miséricordieux, a dit : {Le bien se rend-il par autre chose que le bien ?} Nous sommes unis aux musulmans par la fraternité religieuse qui transcende tout lien territorial ou national, et notre soutien aux musulmans repose sur la religion et la loyauté envers elle, pas sur la patrie, la terre et la loyauté envers elle, car Allah, le Tout-Puissant, a dit : {Et pourquoi ne combattriez-vous pas dans le sentier d'Allah, alors que des hommes, des femmes, des enfants et des nourrissons sont opprimés ?} Et le Prophète (que la paix et la bénédiction d'Allah soient sur lui) a dit : « Le musulman est le frère du musulman, il ne le trompe pas et ne le trahit pas ». Que tout le monde sache que l'État islamique que nous voulons est un État fondé avant tout sur la religion, la foi et la charia, et que c'est à cela que nous devons notre loyauté et notre allégeance. Pour nous, un musulman n'est pas l'égal d'un mécréant, comme l'a dit Allah : {Allons-nous traiter les musulmans comme les criminels ?} Et le Prophète (PSL) a dit : « Le lien le plus fort de la foi est d'aimer pour Allah et de haïr pour Allah. » Ce qui nuit à nos frères migrants nous nuit, ce qui les touche nous touche, et*

celui qui les critique nous critique. Ô migrants, cette terre de Syrie est vaste, installez-vous-y, et les portes de la Syrie resteront grandes ouvertes à tous ceux qui veulent la soutenir et faire le bien pour elle et pour son peuple ».

Le Front al-Nosra a poursuivi son chemin en s'appuyant constamment sur un pourcentage élevé de combattants étrangers. Les mots « Syrien » et « Syrie » sont absents de ses publications et de ses tracts. Dans ses manuels, ses écoles et les positions de ses chefs religieux, il s'est inspiré des écrits et des positions djihadistes les plus extrémistes et les plus radicales sur la question nationale syrienne. Même dans son expérience au pouvoir à Idlib, les religieux et les responsables de la sécurité étaient les véritables décideurs au sein du gouvernement, de l'armée, des services de sécurité, de la police religieuse et de l'intervention dans la vie quotidienne des gens. Lorsque l'on examine les discours et les écrits des figures syriennes du Hayat Tahrir al-Sham, on constate qu'ils ne font que reprendre et répéter ce qui a été dit dans « L'appel à la résistance islamique mondiale » d'Abou Moussab al-Souri (Mustafa Set Mariam Nassar), « Questions de jurisprudence du jihad » d'Abou Abdallah al-Muhajir (Abd el Rahman al-Ali), « La gestion de la barbarie » d'Abou Bakr Naji (Mohammed Khalil al-Hakim) et « Le jihad et l'ijtihad » d'Abou Qatada al-Filistini. Nous comprenons pourquoi Hassan Abboud les qualifie ainsi : « Des jeunes gens aux rêves futiles, sans connaissance de la religion ni de la Charia ».

Malgré le conflit sanglant entre Daech et Al-Nosra, il est important de rappeler que les deux organisations partageaient la même vision de la lutte contre « l'alliance internationale ». Anas Khatib a écrit une lettre à ce sujet, intitulée « L'alliance des serviteurs de la croix contre les moudjahidines du Levant », dans laquelle il déclare :

« Le jugement légitime pour tous ceux qui ont participé à cette coalition croisée contre les moudjahidines, ou qui ont appelé à y participer, ou qui l'ont aidée, soutenue, soutenue, encouragée, approuvée, souhaité sa victoire sur les moudjahidines, ou ont appelé à sa victoire, ou ont manifesté leur allégeance à elle, que ce soit de manière matérielle ou morale, même dans son cœur... Le verdict pour ceux qui ont agi ainsi est qu'ils sont des mécréants apostats qui ont quitté la religion de l'islam et n'ont aucune dignité, qu'ils soient membres d'un groupe dit « combattant », cheikhs ou hommes du peuple musulman». ¹³

La déclaration de « rupture » entre Al-Qaïda et le « Front Al-Nosra », sous la pression du Qatar et de la Turquie, n'a été qu'un changement de nom (Front de Conquête du Levant puis Commission de Libération du Levant) sans aucune modification de la structure, de la fonction et du programme. Les nouveaux habits du Front Al-Nosra n'ont pas changé le comportement et les agissements de la nouvelle organisation, tant sur le plan politique que social. Les messages, brochures et fatwas du « Conseil de la libération de la Syrie » continuent d'être enseignés dans les camps et les écoles, les slogans du « jihad des sunnites » restent inchangés et les légitimistes ont toujours le dernier mot dans « l'émirat d'Idlib ». Nous observons dans les sept gouvernements du « Front de salut national » une tentative de construction d'une structure administrative pour le mini-État, dans laquelle le « Comité de libération de la Syrie » contrôle tout ce qui touche à la justice, à l'armée, à la sécurité, aux biens religieux et à l'économie, avec une couverture de façade assurée par des personnalités indépendantes qui adoptent l'approche du Comité. « HTS » a construit dans les

¹³ Anas Khattab, « L'alliance des adorateurs de la croix contre les moudjahidines de Syrie, conseils et orientations », octobre 2014 : <https://t.ly/eGFSh>

zones qu'il contrôle le plus grand nombre de prisons et de centres de détention dans le nord-ouest (douze prisons et un centre de détention) et contrôle, grâce à son appareil sécuritaire hypertrophié, tous les aspects de la vie publique, mais aussi les sources de revenus, d'emploi et de financement. (Un chapitre entier est consacré à ce sujet dans le livre).

Hayat Tahrir al-Sham n'a pas changé d'un iota les thèses du Front al-Nosra : la guerre en Syrie est une guerre sectaire et confessionnelle, l'ennemi est le régime alaouite, les alaouites et les chiïtes et leurs alliés, mais aussi « l'ennemi » qui parle d'État national et démocratique... Parler des droits des femmes est une « imitation de l'Occident » et la séparation stricte entre les femmes et les hommes à la manière taliban est un devoir légal dont la « police religieuse » (qui ordonne le bien et interdit le mal !) veille à l'application... Des messages interdisant la musique, le chant et le théâtre sont diffusés même à l'université d'Idlib¹⁴... Quant aux alliances et aux inimitiés régionales et internationales, tout est permis, et en même temps, on peut discuter de n'importe quel sujet, même avec « l'alliance des adorateurs de la croix ». C'est cette schizophrénie comportementale qui constitue aujourd'hui un danger pour la société syrienne.

En matière de « sécurité djihadiste », la guerre contre toute une communauté se poursuit, considérée comme le symbole et l'expression d'une « résurgence » impunie. Dans l'armée, la police

¹⁴Il est nécessaire de lire la lettre d'Anas Khattab, « Lettre sur le jugement de la musique », pour comprendre l'étroitesse d'esprit et l'obscurantisme du ministre de l'Intérieur, du chef des services secrets et du membre du Conseil suprême de sécurité nationale en Syrie aujourd'hui !

et les services de sécurité, tous ceux qui pourraient constituer une menace pour la « sécurité du djihad sunnite » sont licenciés, arrêtés, voire assassinés. Cela se manifeste dans ces appareils et dans la manière dont le nouveau commandement applique la doctrine de «nettoyage» de l'armée et de la sécurité de tout « non-musulman ». Dans la lettre d'Anas Khattab, « Règles d'appartenance aux armées et aux groupes nationaux », nous voyons que cette doctrine s'applique même aux officiers dissidents qui ont sacrifié tout ce qu'ils avaient pour défendre leur peuple et dont l'avenir est aujourd'hui décidé, ici en Égypte et là-bas en Turquie, après avoir été testés sur « leur degré d'engagement et leur connaissance de la religion véritable ». Avons-nous oublié l'attaque virulente de Marhaf Abu Qasra (Abu Hassan al-Hamwi) et Anas Khattab (Abu Ahmad Hudoud) contre tous ceux qui réclament la création d'une armée nationale syrienne non partisane et non sectaire ? Et les messages distribués aux combattants du Groupe de libération de Damas par le vice-chef du HTS et le chef des services de sécurité et actuel ministre de l'Intérieur :

« La nationalité rend les fils d'un même pays égaux en droits et en devoirs, quelles que soient leurs religions. Le chrétien, le juif, l'athée et l'apostat ont les mêmes droits que le musulman !

Par exemple, l'accès à la fonction publique est un droit général pour tous les citoyens, quelle que soit leur religion, même s'ils sont athées ou apostats, alors que dans l'islam, il n'est permis qu'aux musulmans, voire uniquement aux musulmans vertueux ».

Il ajoute : « Le patriotisme est une doctrine philosophique qui contredit la religion islamique, il n'est donc pas permis d'y croire ni de s'y affilier, que ce soit en vérité ou pour tromper l'ennemi, même si le jugement n'est pas le même dans les deux cas, le premier étant

considéré comme une apostasie et le second comme une interdiction¹⁵».

Il était nécessaire de revenir sur ces événements et ces positions pour comprendre la nature des changements structurels et fonctionnels qu'a connus le « Front al-Nosra », qui l'ont conduit à éliminer toutes les factions combattantes syriennes (qu'elles soient ou non affiliées à al-Baghdadi, puis à al-Zawahiri, avant de rompre leurs liens avec al-Qaïda). Elle n'a pas changé ni modifié sa nature, ses fatwas et ses positions sur la question de l'intégration des combattants étrangers, qu'elle considère comme une partie essentielle de sa structure et de son projet, ni sur son hostilité déclarée à l'égard de l'État national et de l'appartenance syrienne. Malgré toutes les formes de mécontentement populaire à l'égard des combattants étrangers et la position de Hayat Tahrir al-Sham à l'égard des minorités, en particulier la communauté alaouite, le gouvernement, l'armée et les forces de sécurité d'Al Joulani n'ont pas écouté les conseils, même ceux des « spécialistes » en chirurgie esthétique qui s'efforcent de donner une autre image d'eux depuis les centres de Doha, du MIT, de **HD** et du MI6. Car toute approche de la question de l'égalité des droits civiques pour tous les Syriens et toutes les Syriennes revient à porter atteinte à la doctrine sur laquelle ont été élevés ses combattants, « migrants et partisans »,

15 Anas Khattab, « Le jugement sur l'appartenance aux armées et aux groupes nationaux ». Il existe une grande similitude entre la position des membres de Hayat Tahrir al-Sham sur cette question et les discours et conférences d'Abdel Rahim Atoun, qui mettent constamment l'accent sur le « caractère impie de la démocratie » et des critiques superficielles et désespérées des concepts nationaux et laïques de l'État, avec une critique plus rhétorique qu'analytique des modes de gouvernement socialiste, capitaliste et communiste. Voici quelques exemples de ces positions : <https://t.ly/1VgoQ>, <https://t.ly/D2Lv7>

tout en les détournant de leur mission historique qui consiste à nettoyer le Levant de tous ceux qui ne sont pas sunnites.

Quand il est difficile pour HTS de trouver un religieux damascène ou *halabi* (sunnite) pour prononcer le sermon du vendredi dans une mosquée de Damas, il fait appel à un « Maghrébin » pour cette mission afin d'enseigner leur religion aux habitants du Levant : « *Imaginez que les meilleures créatures de Dieu se trouvent en terre syrienne, et parmi nous, ces impurs. Aucune secte ne peut diviser nos rangs. La Syrie est sunnite et le restera, et elle restera musulmane avec l'aide de Dieu. Nous nous sommes levés, nous avons pris les armes et nous avons dit : « À ton service, ô Dieu ». Nous sommes le peuple des combats, nous sommes le peuple de l'oppression, nous sommes le peuple de la lutte, nous sommes le peuple du sacrifice, le peuple de la Sunna, mes frères. Maintenant, ils doivent s'unir, se rassembler et apprendre qui sont leurs ennemis. Si nous voyons la flamme de la discorde s'allumer à Damas, nous nous battons contre elle, avec l'aide de Dieu. Alors, êtes-vous prêts pour le jihad ? Êtes-vous prêts pour n'importe quelle bataille ?... Takbir... Takbir¹⁶]*« ... Le bloc militaire et religieux absolument fidèle à Ahmed al-Charaa est, en fin de compte, constitué de factions non syriennes dirigées par le Conseil de libération de la Syrie. De nombreux dirigeants syriens ont quitté le mouvement, ont démissionné ou ont été emprisonnés, tandis que tous les étrangers membres du HTS et ses alliés considèrent leur affiliation comme liée à leur destin et à leur avenir.

Dans cette configuration pathologique du nouveau pouvoir se pose le problème des nouvelles amitiés et des nouvelles inimitiés après la défaite de ce qu'on a appelé l'axe de la résistance, qui a donné lieu, selon l'un des premiers légitimateurs du « Front al-Nosra », le salafiste djihadiste jordanien Sami al-Dridi: « *Il n'est un secret pour personne qui suit les événements du conflit entre les gens de la vérité et les gens*

16 <https://www.facebook.com/watch/?ref=saved&v=2484450595237246>

du mensonge que les criminels ont fait preuve d'une grande ruse. Leur ruse consistait, dans le passé, à soutenir ce régime criminel dans sa guerre contre les musulmans de ce pays, et ils se sont réparti les rôles dans cette entreprise... Mais lorsqu'ils ont vu que leur intérêt à ce stade était de renverser le régime, ils ont transformé leur ruse en complot pour le renverser afin de servir leurs intérêts et leurs projets dans la lutte contre la vérité et ses partisans, ce qui n'échappe à personne qui suit les événements »¹⁷.

Pour les pays de la Méditerranée orientale, qui ont joué les rôles les plus importants dans la poursuite et la fin du pouvoir de Assad, l'arrivée au pouvoir de la « ligue salafiste djihadiste » signifie avant tout se débarrasser du spectre des valeurs et des discours qui ont terrifié les pseudo-républiques, les royautés et les émirats... Et l'entrée de la région dans une ère où parler de souveraineté de l'État, de société de citoyens égaux et de transition démocratique est considéré comme une hérésie et une apostasie... Il n'est donc pas surprenant que ces gouvernements aient une vision aussi étroite et une cécité aussi délibérée quant à la nature et aux pratiques du nouveau pouvoir, incapable de construire un État, la paix sociale et la sécurité humaine, et générateur de guerres sectaires et civiles ? Et leur normalisation rapide de ce qu'ils ont eux-mêmes qualifié de « terrorisme », en l'espace d'un peu plus d'une décennie.

Ce terrorisme ne l'a-t-il pas « libérée » de ceux qu'elle considérait depuis des décennies comme son ennemi principal dans la région ?

¹⁷ Sami Al-Aridi, *Lettre sur la chute du régime tyrannique de Bachar Al-Assad*, Jamada Al-Akhira 1446.

4

Takfiris et discours de haine

La « victoire » du discours de haine sectaire ne marque pas le début d'une nouvelle Syrie, mais sa fin ; elle n'est pas un indicateur du salut des Syriens, mais de l'autodestruction de leur existence. Tout compromis avec l'arme de destruction massive qu'est la haine sectaire signifie que les humains acceptent un retour à la société de la jungle et aux instincts les plus brutaux et les plus méprisables.

Discours de haine !

Les meilleurs connaisseurs de la haine sont les psychologues et les psychanalystes, en suivant ce phénomène non seulement dans la société qui les entoure, mais aussi à travers des séances de thérapie et d'écoute qui leur ont permis d'entrer dans le subconscient des personnes. Ainsi, avant toute définition légale ou juridique, il est nécessaire, à mon avis, et aussi à partir de mon expérience personnelle, de retracer les perceptions les plus importantes qu'ils ont dégagées.

Pour le psychanalyste Pierre Delaunay, « Celui qui hait dénie toute existence à l'objet de sa haine ; au point de la supprimer si elle se manifeste moindrement. [...] Il pétrifie l'autre en sorte qu'il n'existe que très peu et, si ce n'est pas suffisant, il le tue. De l'existence de l'autre, il n'en veut rien savoir ». ¹⁸

¹⁸ P. Delaunay, *Les Quatre Transferts*, **Fédération des ateliers de psychanalyse**, 2011, p. 318.

Heitor de Macedo souligne que « la haine n'attrape pas la vérité, elle l'enserme à l'intérieur d'une pensée immobile où plus rien n'est transformable, où tout est pour toujours immuable : le haineux navigue dans un univers de certitudes ». ¹⁹

La psychanalyste Marie-Claude Defores considère la haine comme une force délibérément déstructurante et déshumanisante, arme principale de la perversion : « La haine peut prendre les formes les plus socialisées ; elle refuse le nouveau, tourne vers le passé, produit la répétition et dépersonnalise ». ²⁰

La haine est un sentiment profond et émotionnel, souvent une vague temporaire contre un certain groupe de personnes ou une certaine catégorie d'êtres, et parfois des groupes entiers de personnes (comme une tribu, une secte, une religion ou une région), ou des êtres humains en général. La grande tragédie survient lorsque la haine passe du temporaire au permanent et dure jusqu'à la mort de celui qui hait ou de celui qui est haï.

La haine est souvent associée à de nombreuses émotions telles que la colère, la violence, l'obsession et un comportement hostile à l'égard des êtres haïs. La haine, lorsqu'elle est nourrie par l'éducation, l'aliénation et la charge émotionnelle, peut pousser une personne vers la rigidité mentale, le fanatisme idéologique et l'extrémisme. Elle peut conduire à des pratiques extrémistes susceptibles d'affecter négativement ou de détruire le ou les objets détestés, la ou les personnes détestées ou les gens en général. À

¹⁹ H. O'Dwyer de Macedo, *Lettres à une jeune psychanalyste*, Stock, 2008, p. 340.

²⁰ M.-C. Defores, *Le Chemin de connaissance*, CVR, Gretz, 2005, p. 39.

mesure que l'épidémie de haine se propage, nous observons la prévalence de la violence, des meurtres et des guerres.

Après ce bref aperçu, nous abordons le thème du discours de haine : La stratégie et le plan d'action des Nations unies sur le discours de haine définissent le discours de haine comme suit : « L'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) considère que le discours de haine est un déni des valeurs de tolérance, d'inclusion, de diversité et de l'essence des normes et principes des droits de l'homme. Il expose les personnes visées à la discrimination, aux abus et à la violence, ainsi qu'à l'exclusion sociale et économique. Lorsqu'elles ne sont pas contrôlées, les manifestations de haine peuvent nuire aux sociétés, à la paix et au développement, car elles ouvrent la voie à des conflits violents, à des tensions et à des violations des droits de l'homme, y compris des crimes d'atrocité ». Dans un guide destiné aux jeunes, l'UNICEF souligne que « les discours de haine visent à provoquer une réaction émotionnelle telle que la peur, la détresse, l'isolement ou l'intimidation, à répandre la haine dans la société, voire à inciter à l'abus et à la violence »

Dans l'ensemble, il est nécessaire de s'attaquer au discours de haine. Cela nécessite une approche holistique et la mobilisation de la société dans son ensemble. S'élever fermement contre le discours de haine est une obligation morale pour tous les individus et organisations - y compris les gouvernements, le secteur privé, les médias, les sociétés Internet, les chefs religieux, les éducateurs, les jeunes et la société civile - et a un rôle crucial à jouer dans la lutte contre ce fléau.

Il est important de noter que la lutte contre le discours de haine passe d'abord par le suivi et l'analyse de ce discours afin d'en

comprendre pleinement la dynamique. Étant donné que la diffusion de propos haineux peut être un signe avant-coureur de violence - y compris de crimes brutaux - la réduction des discours haineux peut contribuer à en atténuer l'impact. Les auteurs de discours haineux devraient être tenus pour responsables afin de mettre fin à l'impunité.

Lutte contre le discours de haine et la discrimination

Il y a soixante ans, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui est entrée en vigueur en 1969, et la même année, le gouvernement syrien a signé et ratifié la Convention.

Reconnaissant que l'un des objectifs des Nations unies est de promouvoir et d'encourager le respect universel et effectif des droits humains et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur ou d'origine nationale, et considérant que tous les êtres humains sont égaux devant la loi et ont un droit égal à sa protection contre toute discrimination et toute provocation à la discrimination, la convention affirme dans son article 2 que

« Les États parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre, par tous les moyens appropriés et sans retard, une politique tendant à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et à favoriser la compréhension entre toutes les races, et à cette fin

(a) Chaque État partie s'engage à ne se livrer à aucun acte ou pratique de discrimination raciale à l'encontre de personnes, de groupes de personnes ou d'institutions, et à veiller à ce que toutes les autorités et institutions publiques, nationales et locales, se conforment à cette obligation.

(b) Chaque État partie s'engage à ne pas encourager, protéger ou soutenir tout acte de discrimination raciale de la part de toute personne ou organisation ».

Bien que l'objet de la Convention soit la discrimination raciale, il est très clair qu'elle condamne et dénonce toute forme de discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion. Par conséquent, les principes de la Convention ont été incorporés dans les lois nationales de divers pays qui ont ratifié la Convention, y compris la criminalisation de l'encouragement, de la promotion, de la protection ou du soutien de toute forme de discrimination, y compris la discrimination fondée sur la religion ou la croyance et pas seulement sur la race, la couleur ou l'origine nationale.

Légaliser la lutte contre la discrimination et le discours de haine dans les législations nationales

Dans la plupart des pays qui ont signé et ratifié la **Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale** (CIEDR), des lois ont été adoptées pour réglementer le respect de la Convention. J'ai essayé de comparer ces lois dans 40 pays de différents continents et de différentes cultures. Voici les points communs contenus dans ces lois, et nous ne pouvons pas considérer la Syrie comme un pays qui respecte sa signature et son engagement si le code pénal syrien n'affirme pas la

criminalisation des différentes formes de discrimination dans le pays :

La loi pénale contre la discrimination et l'incitation à la haine protège la dignité et la valeur humaines. En conséquence, est passible d'une peine d'emprisonnement et/ou d'une amende (la peine varie d'un pays à l'autre) :

- toute personne qui incite publiquement à la haine ou à la discrimination à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur orientation raciale, ethnique, religieuse ou sexuelle.
- quiconque diffuse publiquement une idéologie visant à rabaisser ou à dénigrer systématiquement cette personne ou ce groupe de personnes.
- toute personne qui organise, promeut ou participe à des activités de propagande dans le même but.
- quiconque offense publiquement, par la parole, l'écrit, l'image, le geste, l'agression physique ou de toute autre manière, une personne ou un groupe de personnes ou exerce une discrimination portant atteinte à leur dignité humaine en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse, ou qui, pour la même raison, nie, minimise de manière grossière ou cherche à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité.
- toute personne qui refuse de fournir un service destiné à l'usage public à une personne ou à un groupe de personnes sur la base de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse.

Dans 22 pays européens et africains dont nous avons examiné le Code pénal militaire, les sanctions pénales susmentionnées ont

également été incorporées dans celui-ci, punissant comme actes punissables ceux qui consistent à nier le droit à l'égalité, voire à l'existence, explicitement ou implicitement, à certains individus en raison de leur couleur de peau ou de leur origine raciale, ethnique, culturelle ou religieuse.

Une lecture syrienne du discours de haine

Il y a cinquante ans, j'ai publié le livre "*Le soulèvement paysan [de 1886-1887] dans le Djebel el-Arab**", dans lequel on peut lire aux pages 43-44 : « Le rapport entre les combattants était de vingt Ottomans pour un paysan... Les Ottomans ont mené la bataille avec toute la barbarie et la brutalité du Moyen-Âge : ils ont vilipendé les rebelles, tué les prisonniers et les blessés, brûlé et démolit les maisons des paysans dans les villages, pillé et tué le bétail... Les Ottomans demandèrent aux cheikhs de marquer les maisons des révolutionnaires afin de pouvoir les brûler et tuer leurs occupants, et certains d'entre eux se contentèrent de mettre des écussons sur toutes les maisons, y compris celles des cheikhs, pour arrêter ce torrent de haine aveugle. »²¹

Oui, plus d'un demi-siècle avant la Seconde Guerre mondiale, les habitants de Djebel el-Arab, en majorité druzes, ont répondu au marquage des maisons des révolutionnaires en plaçant des badges sur toutes les maisons, refusant d'avoir une étiquette qui distingue les habitants d'une même ville en fonction de leur position politique ou de leur appartenance religieuse... Ils criaient haut et fort : « Si vous voulez vous attaquer à ceux de notre peuple qui se sont révoltés, vous devez brûler nos maisons et nous tuer tous... Nous n'accepterons pas la politique ottomane haineuse de division ».

²¹ H. Manna, *Le soulèvement paysan dans le Djebel Arab*, 1975, pp. 43-44

Je commence par cette histoire alors que je reçois chaque jour des films et des récits déchirants sur des comportements qui ont fait de la haine leur guide, de la vengeance et de la revanche un mode de vie, alors que la dictature des Assad déchire depuis un demi-siècle le tissu de la société syrienne et que les conflits armés ont détruit des silos, des mosquées et des églises, mais aussi des maisons, des usines, des champs de blé et des oliviers, alors que la société syrienne est déchirée dans des camps de réfugiés, de personnes déplacées et de migrants, et que 80 % de ses enfants luttent pour leur survie à la recherche de nourriture.

Après l'apparition de nuées d'espoir dans le ciel syrien le 18 mars 2011, la militarisation et les interventions étrangères ont interrompu les voies de cette transformation, et l'arrivée de mouvements djihadistes violents et de factions et milices sectaires armées en Syrie et en Irak a brisé les espoirs des jeunes en des lendemains meilleurs. La Syrie est retombée dans une série de violences, et le régime a participé à la reprise de la rhétorique extrémiste en faisant appel à un extrémisme sectaire qui n'est pas différent, l'un criant « Ô Hussein* » et l'autre affichant sa bannière : « Les chrétiens à Beyrouth, les Alaouites au cercueil » ... Les infrastructures ont été détruites, des crimes de masse et des migrations massives ont eu lieu, les taux de pauvreté ont augmenté, et le niveau de tyrannie et d'extrémisme a augmenté collectivement plutôt qu'individuellement, et dans la pratique plutôt que seulement dans la théorie, qui reflète la haine et le rejet de l'autre.

Depuis le 8 décembre 2024, les projecteurs sont revenus sur la Syrie après des années d'oubli délibéré de la part des différents pays qui ont participé à l'armement aveugle, à la destruction systématique de l'État et des infrastructures, à l'alimentation des tueries sectaires...

Le nombre d'armes qui sont entrées dans le pays était le triple du nombre de ceux qui étaient capables de les porter. Le nombre de combattants étrangers qui ont franchi la frontière sur différents fronts a dépassé les 190 000²². Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans les combats entre les différents combattants. La plupart des chefs des factions djihadistes ont été tués dans des conflits internes, et les factions nationales non-djihadistes ont été anéanties par Daech et al-Nusra. Pendant que le monde intervenait pour mettre fin aux crimes de Daech, les Syriens ont été laissés face à Jabhat al-Nusra, qui est devenu une carte pour certains et un croquemitaine nécessaire pour d'autres, jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'établir son émirat dans le nord-est (Idlib), puis d'étendre cet émirat jusqu'à Damas, dans des batailles semi-formelles où elle n'a pas perdu d'effectifs significatifs.

Le crime originel

Il ne fait aucun doute que le fœtus difforme appelé Jabhat al-Nosra portait ce complexe de haine originel dans sa structure, son idéologie et ses pratiques : un groupe de non-Syriens mis par Abou Bakr al-Baghdadi à la disposition d'un jeune Syrien pour soutenir les sunnites du Levant. Il leur donne de l'argent et des armes qui leur permettent de commettre des attentats terroristes à la bombe qui attirent l'attention sur leur présence, de l'opération Al-Qazzaz à l'attentat à la voiture piégée lors d'un enterrement à Jaramana.

Cela s'est passé à Damas, la capitale syrienne, le 23 décembre 2011. Deux voitures suicides ont explosé devant les locaux du service de renseignement militaire syrien, tuant 44 personnes et blessant 166

²²120 000 djihadistes de 60 pays, plus de 60 000 miliciens pro-iraniens et des milliers de Kurdes non syriens combattront aux côtés des Unités de protection du peuple kurde (YPG).

civils. Les partis d'opposition à l'étranger se sont empressés d'accuser Bachar el-Assad personnellement d'avoir perpétré les attentats. Il est amusant de noter que Saad Hariri, ancien Premier ministre libanais, a accusé le régime de l'opération, et que le ministre canadien des affaires étrangères John Baird a rejeté les affirmations selon lesquelles Al-Qaïda était responsable. Avec cet attentat suicide, perpétré par deux Irakiens membres de Jabhat al-Nosra, Abou Mohammed al-Joulani* a lancé son entrée en Syrie pour soutenir les populations du Levant²³.

L'attentat d'Al-Qazzaz entre Al-Joulani et les médias du Golfe ?

Personne ne croyait que l'attentat d'Al-Qazzaz avait été perpétré par Jabhat al-Nusra, et des figures de la semi-opposition à Istanbul ont commencé à tisser des histoires et à falsifier des documents pour prouver que Bachar al-Assad était responsable de l'attentat. L'Observatoire syrien des droits de l'homme a été accusé d'avoir fabriqué la déclaration pour « exonérer le régime d'un crime commis par ses services de sécurité ».

Des rapports ont été rédigés et des reportages ont été préparés sur les premières opérations de Jabhat al-Nosra, et peut-être le film le plus policier auquel *Al Arabiya* a consacré plus d'une enquête, dont la première indiquait ce qui suit :

« Un nouveau document de sécurité hautement confidentiel obtenu par *Al Arabiya*²⁴ révèle l'implication du régime de Bachar al-Assad dans l'attentat à la bombe d'Al-Qazzaz, qui a tué des centaines de citoyens syriens innocents.

²³ <https://t.ly/hVr2T>

²⁴ <https://www.alarabiya.net/articles/2012%2F09%2F30%2F241051>

Selon ce document, que vous verrez dans ce rapport, le régime syrien a sacrifié des centaines de ses propres citoyens et de son personnel de sécurité, qui occupent des postes ordinaires, dans le seul but de convaincre l'opinion publique internationale que des éléments terroristes ont commencé à mener des opérations en Syrie :

Dans un épisode passionnant de la série des documents de sécurité extrêmement dangereux, *Al-Hadath* vous emmène dans le nid des services de renseignement syriens qui travaillent à prolonger le régime Assad, et pose la question de savoir qui est responsable de l'attentat à la bombe qui a secoué la capitale syrienne Damas, connu sous le nom d'attentat à la bombe d'Al-Qazzaz, avec une voiture piégée transportant plus de mille kilogrammes de matériaux hautement explosifs ».

« Deux jours avant l'attentat d'Al-Qazzaz, Dhu al-Himma Shalish*, chef de la direction des opérations des services de renseignement extérieurs syriens, a rédigé un document intitulé « Ordre de mouvement » dans lequel il s'adresse à Saqr Manoun*, chef de la direction des services de renseignement aériens, en ces termes : « Sur la base des recommandations formulées par le Commandement conjoint (comprenant l'Iran, la Russie et le régime syrien et basé à Téhéran), dans les circonstances actuelles, sur ordre du président syrien Bachar al-Assad, et selon le plan, il est nécessaire de convaincre l'opinion publique locale et internationale de l'existence de groupes terroristes en Syrie ».

Tout d'abord, Assad demande à Manoun de se coordonner avec les commandants des branches de sécurité syriennes 235, la fameuse branche Palestine, et 216, la branche patrouille, qui sont adjacentes

l'une à l'autre, de se coordonner avec ces branches et de les vider immédiatement de leur personnel de sécurité de haut rang.

Dans le deuxième point, Assad ordonne dans ce document de préparer un camion piégé contenant 1 000 kilogrammes d'explosifs pour viser les branches de la sécurité dans la région d'al-Qazzaz.

Après avoir préparé les explosifs, le président Assad ordonne, dans le troisième point, que les journalistes de la télévision syrienne ne soient pas présents sur les lieux et qu'il y ait un retard dans la diffusion des informations.

La gravité de l'ordre réside dans le quatrième point, dans lequel Bachar al-Assad ordonne aux gardes des agences de sécurité, généralement de rang inférieur, d'être placés aux portes des agences de sécurité, en plus de l'ordre selon lequel l'explosion doit avoir lieu à l'heure de pointe.

Dans un autre document, Saqr Manoun demande à Suhail Hassan de se rendre aux antennes 235 et 216, comme indiqué dans le document, en utilisant des voitures civiles pour appliquer immédiatement l'ordre 247/3, qui est le code de ce dont Damas a été témoin ce jour-là.

Commentant les documents divulgués sur l'attentat d'al-Qazzaz, le Dr Imad al-Din al-Rashid, chef du bureau politique du Mouvement national syrien, a déclaré à *Al-Arabiya al-Hadath* : « Les documents révèlent que le commandement interarmées qui gère l'attentat d'al-Qazzaz n'est pas le même que celui qui gère l'attentat : les documents révèlent que le commandement conjoint qui gère la crise syrienne est composé de dirigeants iraniens, notamment Qassem Soleimani, et russes, ainsi que d'éléments du palais présidentiel syrien. Ce commandement émet des ordres que le

président syrien exécute, et ses centres sont répartis entre Téhéran, Moscou et Damas. Il s'adresse à Assad dans un langage très simple, et il ressort des documents que rien n'est mis en œuvre sans y faire référence »²⁵, selon al-Rashid.

Le régime a choisi le quartier d'al-Qazzaz pour commettre les attentats parce qu'il est populaire, pauvre et densément peuplé, a-t-il ajouté, et qu'il est situé à l'entrée du quartier chiïte de Sayyida Zainab, représentant ainsi une communauté sectaire. Le quartier d'al-Qazzaz est proche de rassemblements d'étudiants universitaires, a-t-il ajouté.

Le régime a tenté de tromper l'opinion publique syrienne avec cet attentat, mais il ne fait que se tromper lui-même et a oublié que la civilisation syrienne est vieille de plusieurs dizaines de milliers d'années.

Ce bombardement révèle que le régime sacrifie les soldats et le personnel de sécurité qui le protègent et ne se soucie pas de la vie de ses propres hommes, a-t-il ajouté, notant que le régime est un criminel par excellence.

Les photos des victimes de l'attentat prises par les médias d'État syriens révèlent la présence de détenus menottés qui ont été sacrifiés par le régime dans l'explosion, a-t-il ajouté.

²⁵ Imad al-Din al-Rashid a été vice-doyen de la Faculté de charia de l'Université de Damas avant de faire défection en 2011. Il a joué un rôle dans la déformation de l'image de l'opposition démocratique pacifique, allant même jusqu'à falsifier un document « émis par le Palais présidentiel » qui permettait au Dr Aref Dalila et au Dr Haytham Manna d'entrer au Palais présidentiel à tout moment. Al-Joulani l'a récompensé en le nommant doyen de la Faculté de la charia de l'Université de Damas après le 8 décembre 2024.

Ce « film policier » a reçu plus d'une réponse, de la part de Jabhat al-Nosra elle-même, et a été confirmé par plusieurs sources indépendantes :

« Un groupe se faisant appeler Jabhat al-Nosra et ayant des liens avec Al-Qaïda a revendiqué la responsabilité des deux attentats suicides qui ont eu lieu dans le quartier d'Al-Qazzaz à Damas jeudi dernier. Le groupe a déclaré dans un communiqué en ligne numéroté quatre qu'il fournirait ultérieurement plus de détails sur l'opération. »²⁶

Nous nous arrêtons à cette opération car c'est un exemple clair que le lancement de Jabhat al-Nosra sur la scène syrienne a été dénoncé par tous les Syriens au point de considérer son travail comme un produit des services de renseignement du régime Assad, alors quelle est l'importance du droit à la vie pour ces personnes ?

Al-Qaïda en Irak et en Afghanistan a continué à fournir à Abou Mohamed al-Joulani des cadres, dont des Syriens afghans.

Ce groupe a d'abord été rejoint par « Aile 33 » ou le dortoir afghan, sorti de la prison de Sednaya* par les autorités syriennes, rancunier à l'égard d'un régime qui lui avait facilité l'entrée en Irak par un accord et une fatwa considérant le territoire syrien comme une terre de transit et non une terre de voyous ! Puis, sous la pression occidentale, ils ont été emprisonnés. Ensuite les partisans de Zarqaoui ont franchi la frontière jordanienne vers Daraa, le reste a franchi la frontière turque, et les fatwas pour le djihad au Levant ont suivi, auxquelles toutes les tendances ont participé, de la mouvance dite centriste (Qardaoui*, par exemple) à la confrérie des

²⁶ <https://t.ly/MeN9w>

Frères musulmans, à la Suriya, au Hizb ut-Tahrir, aux salafistes du Golfe.

Les écoles djihadistes ont commencé à enseigner aux enfants le livre d'Abou Moussab al-Souri*, « Les sunnites du Levant face aux Nusayris, aux croisés et aux juifs ». Les écoles reproduisent des extraits du livre d'Omar Abdel Hakim : « Mettre le mot “démocratique” à côté de “musulman” revient à mettre le mot “halal” sur une bouteille de vin », allant jusqu'à dire : « Nous déclarons ouvertement que la démocratie est un blasphème et un polythéisme contre Dieu... ses croyants sont des athées infidèles ou des hérétiques apostats »²⁷.

Depuis son arrivée dans le nord de la Syrie, Abou Abdullah al-Mouhajir (l'Égyptien Abdul Rahman al-Ali) supervise l'éducation des moudjahidines. Dans son livre « Questions de jurisprudence du Jihad », nous lisons ce que nous ne trouvons pas dans le *Mein Kampf* d'Hitler : « Tous les savants de l'Islam sont d'accord pour dire qu'il est permis de détruire et de tuer les animaux au combat »²⁸, et “il est licite de couper et de décapiter la tête des infidèles, qu'ils soient morts ou vivants”²⁹, rappelant la fatwa d'Ibn Taymiyyah sur les sectes apostates : « Ceux-ci doivent absolument être tués, tout comme sont licites l'incinération et la noyade, « Ô peuple de Quraysh, que Mohamed lui-même a dans sa main : Je ne vous ai envoyés que pour massacrer » ... Il conclut son zèle destructeur en disant : « C'est pourquoi nous avons décidé qu'il est absolument

²⁷ Omar Abd al-Hakim (Abou Mouss'ab al-Souri), chapitre du livre *L'appel à la résistance islamique mondiale*, p. 1035 de l'original

²⁸ Abou Abdullah Al-Mouhajir, *Questions de jurisprudence du Djihad*, p. 236.

²⁹ Ibid, p. 277.

légitime de saboter les terres, les propriétés et les installations de l'ennemi, tout ce que les mains bénies des moudjahidines peuvent atteindre, afin de supprimer et de conquérir, et de harceler les ennemis d'Allah où qu'ils soient, et de laisser leur cœur se consumer en voyant la destruction et la dévastation de leurs terres, de leurs propriétés, de leurs installations et d'autres aspects de leur monde dont Allah les a gratifiés » (p. 234). Et pour couronner le tout : « Il est clairement établi chez nous : la légitimité de tirer sur et de tuer les infidèles belligérants et de les combattre par tous les moyens qui permettent de faire respecter la parole d'Allah et d'éliminer la sédition de l'infidélité et de la corruption dans le pays et au-dessus de la tête des gens, même si ce moyen est ce que l'on appelle aujourd'hui les « armes de destruction massive », telles que les armes nucléaires, chimiques, bactériologiques et autres » (p. 234).

Cet enseignant takfiri n'était pas dans les rangs de Daech, mais il a enseigné les trois T (interdiction, takfir et bombardement) dans les camps du nord-ouest de la Syrie et dans les rangs de Jabhat al-Nusra, puis Jabhat Fatah al-Sham.³⁰

Dans son document de recherche « *On m'a interrogé sur Jabhat al-Nusra* », Moudjahid Mamoun Diraniyeh écrit : « Les neuf dixièmes de ses émirs, de ses responsables de la charia, de ses responsables

³⁰ La chaîne de télévision Halab Today a confirmé qu'Abou Abdullah al-Mouhajir a été tué après que sa voiture a été ciblée dans la campagne à l'ouest d'Alep sur la route entre Sarmada et Bab al-Hawa, près du carrefour du village de Batbo, le 18 novembre 2016. L'avion de la coalition internationale a ciblé sa voiture, le considérant comme un savant de la charia de Jabhat Fatah al-Sham (anciennement al-Nusra). Des militants ont confirmé que deux autres personnes qui se trouvaient dans la voiture de l'Égyptien ont été tuées lorsqu'elle a été prise pour cible, l'une d'elles s'appelant « Abu Souhaib Al-Loubnani ».

de la sécurité et de ses chefs militaires sont des non-Syriens »³¹. Abou Mohamed al-Joulani, dans un entretien audio avec le média Al-Manara Al-Bayda en novembre 2014, admet un nombre inférieur : « Avant la rupture entre nous et le groupe État islamique, environ 70 % des dirigeants du Front étaient des immigrés. » Ce qu'al-Joulani n'a pas dit, c'est que les fonctions essentielles de direction l'organisation avaient été confiées à des non-Syriens.

Même les organisations salafistes jihadistes syriennes se plaignent et souffrent du chaos, des tueries aléatoires et du sectarisme qui n'ont épargné personne. Le commandant d'Ahrar al-Sham, Khaled Abboud, a appelé à la conclusion d'un pacte et d'un contrat entre les factions djihadistes afin de limiter leurs excès et d'arrêter l'hémorragie après l'afflux de combattants étrangers en Syrie et leur comportement au-delà de la logique et de la raison. Suite à des crimes répétés, des événements horribles et des batailles entre groupes qui ont coûté la vie à des milliers de combattants et à beaucoup plus de civils, le 15 mai 2014, le chef d'Ahrar al-Cham a demandé à toutes les factions armées de signer un « code d'honneur révolutionnaire » appelant à des règles et des règlements islamiques et moraux pour mettre fin à ce qui était devenu une situation honteuse et déshonorante pour tout le monde. Le Front islamique*, l'Union islamique d'Ajnad al-Sham, Jaish al-Moujahidine, Failaq al-Sham et les brigades Al-Furqan ont répondu à cette charte. Je répète cette histoire parce qu'elle a mis en lumière un certain nombre de craintes que même les salafistes syriens avaient à propos des tendances pathologiques d'Al-Qaïda en Syrie et en Irak et des ruptures sociétales et factionnelles qui en résultaient. Par

³¹ Moudjahid Mamoun Diraniyeh, *On m'a interrogé sur Jabhat al-Nosra*, édition électronique, p. 35.

conséquent, nous trouvons l'accent sur l'unité du territoire syrien comme une constante non négociable ; l'accent sur l'élément syrien dans la décision politique et militaire comme une réponse aux combattants étrangers ; l'accent sur l'établissement d'un état de justice, de droit et de libertés en Syrie avec tout le tissu social diversifié avec tous ses spectres ethniques et sectaires ; l'accent sur le fait que la révolution syrienne est une révolution des mœurs et des valeurs qui vise à atteindre la liberté, la justice et la sécurité pour la société syrienne, en réponse à la brutalité et à l'agression de Daech et d'al-Nosra ; et enfin et surtout, l'accent sur l'engagement à respecter les droits humains par la révolution syrienne.

La réponse de Jabhat al-Nosra à cette proposition a été misérable et méprisable, et nous passons à nouveau en revue certains de ses délires : « Nous, à Jabhat al-Nusra, refusons de digérer ou de cacher le rôle des frères immigrés dans ce djihad béni, car ils ont joué un grand et grand rôle dans le soutien au peuple du Levant.. Nous sommes unis avec les gens de l'Islam en tant que frères et sœurs. Nous sommes unis au peuple de l'Islam par la fraternité de la religion, qui transcende tout lien territorial ou national, et notre soutien aux musulmans est fondé sur la religion et la loyauté envers elle, et non sur la nationalité, le territoire et la loyauté envers elle... Tout le monde doit savoir que l'État islamique que nous voulons est un État fondé sur la religion, la foi et la charia avant tout, et sur cette base, la loyauté et la mécréance ne sont pas égales pour nous, et ce qui blesse nos frères immigrés nous blesse, et ce qui les blesse nous blesse, et quiconque les insulte nous a insultés, alors, ô immigrés, ceci est la terre du Levant, alors marchez-y, et les portes du Levant resteront grandes ouvertes à tous ceux qui veulent sa victoire son bien et celui de son peuple ».

La réponse précise également : « La déclaration affirme que les factions qui l'ont signée veulent que les symboles et les criminels du régime soient jugés équitablement, loin de la vengeance et des représailles, ce qui est contraire à ce que la charia a établi, à savoir que ceux qui commettent une apostasie grave n'ont rien d'autre que l'épée dans l'islam, et que les tyrans, les symboles et les piliers du régime font partie de ceux qui commettent une apostasie grave, que la charia a ordonné de tuer lorsqu'ils sont en mesure de le faire : « Tuez-les, même si vous les trouvez accrochés aux rideaux de la Kaaba ! »³² « Il y a une vengeance légitime et une vengeance légitime décidée par la charia. Ne pas venger le peuple d'al-Cham est l'échec ultime ». Ahrar al-Cham a payé cher son insistance sur le « code d'honneur révolutionnaire »³³ et sa position sur l'afflux de combattants non syriens en Syrie et en Irak. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que 47 de ses dirigeants soient assassinés le 9 septembre 2014³⁴.

³² « Tuez-les même si vous les trouvez accrochés aux rideaux de la Kaaba. » Cette phrase a été répétée par de nombreux tueurs lors du massacre dans le Sahel en mars 2015 et a été incluse dans plusieurs témoignages de femmes survivantes.

³³ Il y a neuf ans, dans mon livre « *Jabhat al-Nosra* », j'ai publié le Code d'honneur révolutionnaire et la réponse complète de Jabhat al-Nosra à ce sujet, pp. 185 à 194

³⁴ Al-Joulani ne pouvait ni conserver la direction du Jabhat al-Nosra ni déterminer le sort de ses alliances sous la direction syrienne, ni fusionner avec d'autres factions djihadistes qui lui couperaient l'herbe sous le pied. Il est difficile de tirer des conclusions sérieuses au sens judiciaire pénal concernant le meurtre des dirigeants du mouvement islamique Ahrar al-Sham, mais cet événement n'a pas perturbé Abou Muhammad al-Joulani. Il ne lui a pas été facile de contourner une figure charismatique comme Hassan Abboud, ni d'éliminer le rôle des symboles de la prison de Sednaya et des prisons syriennes par un sermon, une fatwa ou des combats (mouvement Ahrar al-Sham perdu dans les bombardements de ces anciens détenus : Abu Talha al-Ghab/Abdul Nasser al-Yassin, le juriste Abu Abdullah al-Malik/Mahmoud Ali Tayyiba, l'ingénieur Talal Ahmed Samou, le Dr

Dans toutes les batailles idéologiques et les infractions commises à l'intérieur des combats, nous n'avons pas lu une seule analyse ou discussion sur les erreurs de Jabhat al-Nusra. C'est pourquoi nous considérons que la description de l' « extrémiste » fournie par Youssef Ibrahim Salloum dans son précieux ouvrage (*La formation de la personnalité extrémiste*) est la meilleure description de cet état idéologique :

« La définition de l'extrémiste donnée par l'Américain Eric Hoffer dans son livre *Le vrai croyant : pensées sur la nature des mouvements de masse*, à savoir « celui qui prétend détenir la vérité, qui est unanime, qui rejette le pluralisme, qui est convaincu du caractère sacré de sa cause et qui rejette le dialogue », est la plus proche de la vérité et s'applique aux membres des organisations et mouvements extrémistes islamiques radicaux. En plus de ces qualités, ils sont de référence et de source divines, les paroles de leurs « érudits » sont acceptées et les autres sont rejetées.

On l'a vu avec le « Jordanien » qui s'est fait exploser à un checkpoint de l'armée aux portes de Maaloula pour envahir l'ancienne cité chrétienne, avec l'enlèvement de religieuses pour un million de rançon facilité par le médiateur qatari, avec l'accord sur les quatre villes signé par HTS avec le Hezbollah à Doha³⁵, avec plus de 40

Youssef al-Asi, Abu Yazan al-Shami/Mohammed al-Shami, le médecin Abu Saria al-Shami, Talal al-Ahmad Tamam...)

³⁵ Dans son article « L'accord des quatre villes : sectarisme déclaré et accords secrets », Turki Mustafa revient sur les détails du déplacement forcé convenu entre Hayat Tahrir al-Sham et les milices iraniennes : « Lors du dernier cycle de négociations (mai 2016), Hayat Tahrir al-Sham s'est imposée comme un acteur politique et militaire sur le terrain, en acceptant le processus de négociation et en adhérant aux termes de l'accord sous l'égide de l'Iran et du Qatar, avec la mise en œuvre d'une clause secrète de l'accord prévoyant l'engagement iranien à

opérations que nous avons dénombrées pour détruire des infrastructures sous prétexte d'empêcher le « régime » d'en profiter³⁶, avec l'arrestation de dissidents par milliers dans des prisons non moins horribles que celles d'Assad, et avec les méthodes de torture utilisées pour les détenir. Dans les moyens de

libérer les Qataris enlevés par les milices chiïtes en Irak en échange de millions de dollars. C'est ce que Hayat Tahrir al-Sham n'a pas précisé dans sa déclaration concernant les termes de l'accord, qui stipulait l'instauration d'un cessez-le-feu incluant toutes les formes de bombardements aériens et d'artillerie, d'opérations d'assaut et d'affrontements pour une période de neuf mois dans les zones suivantes : Al-Fu'ah, Kafriya, Binnish, Idlib. » « La ville de Damas, Ma'arat Misrin, Taftanaz, Ram Hamdan, Zardana, Shalakh, Taoum, et la ville de Zabadani, la ville de Madaya et Jabal Bloudan », en plus des zones au sud de Damas : « Yalda, Babila, Beit Sahem, Al-Tadamon, Al-Qadam, camp de Yarmouk », avec l'autorisation d'apporter régulièrement de la nourriture humanitaire et de l'aide médicale à toutes les villes couvertes par cet accord pendant la durée du cessez-le-feu. L'accord stipulait également que dans la première phase, huit mille personnes seraient évacuées d'Al-Fu'ah et de Kafriya (6 000 civils et 2 000 militants) en conjonction avec l'évacuation d'environ 3 000 civils et militants d'Al-Zabadani, Madaya et Jabal Bloudan. L'accord stipule également que dans la deuxième phase, qui sera achevée dans deux mois, le nombre restant de civils et de militants à al-Fu'ah et Kafriya sera évacué, en échange de la libération de ceux qui souhaitent quitter le camp de Yarmouk, estimés à environ un millier de civils et de militants, et la libération de 1 500 prisonniers des centres de détention et de 500 prisonniers des zones contrôlées par l'opposition. Le Hezbollah libanais s'engage à libérer 1 000 femmes détenues et résidentes des zones contrôlées par l'opposition, et à ce que celles libérées en vertu de cet accord ne soient plus arrêtées, et à chercher à résoudre le problème de 50 familles de la ville de Zabadani qui sont entrées illégalement au Liban avec les autorités compétentes au Liban, et à aider à les transporter vers les zones contrôlées par l'opposition à leur entrée en Syrie. (Baladi News). Les organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile se sont opposées à cet accord, considérant que les déplacements forcés pour des motifs sectaires constituent une menace majeure pour la cohésion sociale syrienne.

³⁶ Voir pour plus de détails: Haytham Manna, *Jabhat al-Nusra*, Bissan Publishing and Distribution, Beyrouth, 2017.

torture utilisés avec les détenus et les séquestrés, les condamnations à mort et les exécutions³⁷, et avec tout cela, Jabhat al-Nusra, et plus tard Hay'at Tahrir al-Sham, ont continué à bénéficier de l'immunité qatarie et turque. L'un des termes du premier accord conclu à Astana entre les parties russe, iranienne et turque était que les forces de la coalition occidentale cesseraient leurs opérations dans la « zone de désescalade », y compris celles visant les organisations terroristes.

Avec son arrivée à Damas et malgré toute la cosmétique préparée à l'avance dans les médias et les services de renseignement, Hayat Tahrir al-Sham est la citadelle de la défense : « Hayat Tahrir al-Sham » est la dernière défense du « printemps arabe », « a libéré les Syriens de la dictature la plus brutale au monde », « bien organisé et bien géré », le premier défenseur du peuple de la Sunna, HTS a réussi à construire un appareil de sécurité et militaire efficace et performant... » et ainsi de suite. Il n'a pas été facile de mettre fin aux comportements haineux et aux crimes graves qui ont émaillé sa courte histoire. Ces comportements sont ceux dans lesquels ses cadres, ses hommes masqués et ses *ashbal* [louveaux]³⁸ ont été

³⁷ Nous avons également vérifié d'autres rapports faisant état de l'exécution de nombreuses personnes, en raison de leur affiliation présumée à des factions et groupes opposés à HTS, notamment des groupes armés kurdes et du gouvernement syrien, ou pour des allégations de blasphème, d'adultère, de vol ou de meurtre. Le droit international humanitaire interdit explicitement de prononcer des condamnations et de procéder à des exécutions sans une décision judiciaire préalable offrant toutes les garanties judiciaires nécessaires. « En vertu du droit international, les exécutions effectuées en violation de cette interdiction peuvent constituer des crimes de guerre. » (Ravina Shamsdani, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, 20 novembre 2020).

³⁸ Dans son témoignage sur Abou Muhammad al-Joulani, un homme blessé qui a perdu ses deux pieds lorsque Hayat Tahrir al-Sham a fait exploser sa bicyclette

élevés et appliqués par le biais de la nouvelle doctrine militaire dans le « nouveau » serment d'allégeance dans les écoles militaires : « Je promets à Dieu tout-puissant de continuer sur la voie du djihad pour l'amour de Dieu, de préserver ma révolution jusqu'à ce qu'elle atteigne ses objectifs, et de déployer tous mes efforts jusqu'à ce que la bannière de l'islam se lève »...

Ni la rencontre entre Walid Joumblatt et Charaa (22 décembre 2024), ni les propos mielleux des délégations issues de l'immigration syrienne, ni les propos rassurants du ministre des Affaires étrangères du gouvernement de facto à Davos, ne rassurent les gens, puisque le concept de nationalité est devenu exclusif aux sunnites, que l'objectif de l'Etat est de « hisser le drapeau de l'Islam », et que le « devoir djihadiste » exige de distinguer les gens en fonction de leur secte et de leur religion, l'homme masqué turc et ouïghour a droit à ce à quoi le chrétien syrien n'a pas droit, et le turc sunnite, le tunisien, l'albanais... a le droit de poser la même question sectaire raciste à chaque point de contrôle sécuritaire et militaire : « Tu es sunnite ou alaouite ? »

Ahmed al-Charaa ne veut pas entendre les appels des religieux syriens à tenir les « étrangers masqués » à l'écart des centres-villes ou des commandements de la sécurité et de l'armée. Même la décision de la direction de Damas de ne pas déployer d'hommes

m'a dit : « Le Messager de Dieu, que Dieu le bénisse et lui accorde la paix, a dit : « Si quelqu'un a quatre caractéristiques, il est un pur hypocrite : quand il parle, il ment ; quand il promet, il rompt sa promesse ; quand il fait un pacte, il le trahit ; et quand il discute, il se comporte de manière indécente. » Par Dieu Tout-Puissant, Al-Joulani n'avait pas de relation sincère avec nous dans les duels, et il ne respectait aucun pacte avec aucune autre faction. Il a trahi tous ceux qui l'ont aidé et accueilli, et quand il l'a pu, il a éliminé tous ceux qui s'opposaient à lui. »

masqués dans la ville n'a pas duré quatre jours. Le discours sur la dissolution des factions, la collecte des armes et la construction d'une armée et d'un appareil de sécurité de l'État est devenu une plaisanterie démentie par les déclarations du gouvernement qui attribue toutes les violations commises en plein jour à des « éléments et factions indisciplinés ».

Les violations du caractère sacré des habitations et de la liberté des personnes se poursuivent quotidiennement, dans le cadre d'une politique visant à imposer un nouveau fait accompli aux Syriens, en exigeant d'eux qu'ils se soumettent à des factions extrémistes dont le slogan déclaré est de « nettoyer le Levant des sectes égarées ».

Comment arrêter ces pratiques qui se traduisent quotidiennement par des arrestations arbitraires, des occupations de maisons, des licenciements, des confiscations de biens et des déplacements de villages, puisque tous les alaouites sont des “résidus de l'ancien régime”, tous les chiïtes sont des agents de l'Iran, tous les chrétiens sont des serviteurs de l'Occident croisé, tous les druzes sont des agents d'Israël, et enfin, après l'attaque de la ville d'al-Samnin, tous les alaouites sont des résidus de l'ancien régime : Tous les Hauranais* sont des “résidus”, etc.

Certains admirateurs du fascisme djihadiste disent : « Soyez patients...»

Quant à l'une des blessées dans l'attentat criminel takfiri de Jaramana, elle a commenté : « Avec ces Takfiris, après la patience, il n'y a plus que la pelle et la tombe ».

Des mots qui tuent

Lorsque nous considérons les examens des Takfiris comme une condition pour qu'ils retrouvent leur humanité qui leur a été enlevée

par l'aveuglement de l'extrémisme, et que nous nous inscrivons en faux contre le refus constant de leur chef de discuter des péchés et des crimes commis par lui et son groupe, et que nous considérons que la sortie du marais du sang et de la haine d'Assad est conditionnée par la libération de tous les parasites qui ont participé au meurtre, à la destruction, au déplacement et à l'appauvrissement, c'est parce que nous croyons que la construction de l'avenir dépend de la responsabilisation de tous les criminels et que la justice sélective fera bientôt renaître toutes les haines de sous les cendres. Toute victoire militaire d'une mafia, d'un gang criminel ou d'une faction djihadiste ne lui confère pas une carte « sans jugement » simplement parce qu'elle a gagné une bataille militaire, surtout lorsqu'elle porte au pouvoir son héritage d'exclusion et son patrimoine idéologique.

Aujourd'hui, le takfir n'est plus seulement un outil pour éliminer un opposant politique ou une faction militaire, mais ses combattants et ses prédicateurs sont désormais répartis sur au moins soixante pour cent du territoire syrien. Cela leur a permis de s'immiscer dans la vie et les comportements quotidiens des gens dans les grandes villes syriennes, de les installer comme gardiens des institutions de l'État et de leur permettre d'intervenir et d'attaquer les gens dans les cafés, la rue, les transports et les différentes formes de la vie personnelle.

Toute la charge éducative et tactique sur laquelle les combattants de Hayat Tahrir al-Sham, dernière expression de Jabhat al-Nusra, ont été élevés est basée sur le rejet de la différence et de la diversité naturelle syrienne, de sorte qu'ils ne peuvent être mobilisés que contre des sectes entières comme égarées et contre des courants politiques parce qu'ils sont laïques ou démocratiques. La

superficialité de la culture et l'extrémisme idéologique atteignent leur paroxysme dans l'autosatisfaction et la banalisation des opinions divergentes.

On pourrait dire : mais ils ont changé ou changeront, et ils apprendront de la vie que les fatwas d'Ibn Taymiyyah sont racistes, discriminatoires et inadaptées à l'époque, et que les écrits d'Abou Abdullah al-Mouhajir, Abou Moussab al-Souri, Anas Khattab, les sermons d'al-Mouhayssini* et Abderrahim Taoun sont loin de l'Islam coranique et de la tolérance religieuse inhérente au Levant.

Le problème des takfiris est qu'ils considèrent toute la société comme ignorante et inculte, et qu'ils sont les seuls à comprendre la religion et le monde, et qu'ils sont ceux pour qui le saint verset « Si la victoire et la conquête de Dieu viennent » a été révélé, et qu'ils sont les nouveaux compagnons pour restaurer la gloire des « Ahl al-Sunnah » (Gens de la Sunnah).

Ainsi, dans leurs paroles quotidiennes, dans leurs écrits et leurs discussions, nous voyons comment ils s'engagent dans la charge sectaire et refusent de coexister avec la différence religieuse, sauf sur la base de la « supériorité et de l'élévation par rapport à l'autre différent ». Je citerai, à partir d'un site web destiné aux étudiants de l'université d'Idlib, que le gouvernement du salut qui s'est installé à Damas considère comme l'université modèle, quelques tweets qui en sont remplis directement ou en citant des pages de djihadistes takfiris :

« Les fils de la secte des Makkabs (le nom qu'ils utilisent parfois pour la secte alaouite) : les anciens ont participé aux massacres de Hama en tuant et en volant notre peuple, les jeunes ont participé aux massacres de la révolution en nous tuant et en nous volant, et

les jeunes, dès qu'ils ont pu nous tuer et nous voler à nouveau, sont retournés à leur origine en tuant et en volant, c'est leur origine et la saleté avec laquelle ils sont nés - sans exception » Ne révèrez pas leurs anciens, n'ayez pas de pitié pour leurs jeunes, et dispersez-les autant que vous le pouvez.

Lorsque quelqu'un écrit : « Sa'd ibn Mu'adh (qu'Allah soit satisfait de lui) a statué sur les juifs Banu Qurayza lorsqu'ils les ont trahis : il ordonna que leurs combattants soient tués, que leur progéniture soit emmenée en captivité et que leurs biens soient pris par les Mouhajiroune. Le Messager d'Allah s'en glorifia et dit : « Tu as régné sur eux par le jugement d'Allah, du haut des sept cieux. »

Un autre commente : « Il s'agit du jugement des juifs (les gens du Livre) et non des Nusayriyah (une secte mystique), et si vous examinez les déclarations des savants et leurs fatwas sur les Nusayriyah, vous verrez que leur jugement est plus sévère. L'effet du « Allez, vous êtes les injustes » n'est-il pas arrivé à son terme ? »

« Tout ce qui ne consiste pas à frapper d'une main de fer et à lyncher les Makkabs n'est rien d'autre qu'un mépris pour le sang de nos fils et un report temporaire de notre mise à mort, si nous n'érigions pas leurs potences aujourd'hui, ils accrocheront les nôtres demain. Si nous ne le faisons pas ce soir et ne transformons pas leur sang en rivières, attendons le pire. »

« Oui à l'exécution sur le terrain de tous les membres de l'ancien régime, il n'y a pas de bonne volonté ou de compromis avec les assassins criminels.

Nous espérons que les potences seront érigées sur les places des villes et des villages et que les régiments de Shabiha* y seront conduits comme des moutons, afin que les mères, les épouses et les

enfants de nos martyrs aient l'esprit tranquille. Cette terre ne peut plus nous accueillir tous les deux, soit #nous, soit #nous.

« Nous garantissons à toutes les minorités honorables leurs pleins droits, en les divisant, en pleurant et en gémissant.

« Ne vous laissez pas abuser par la bonté de leur langue après la conquête, notre sang coule encore de leurs mains ».

Les défenseurs syriens n'ont pas inventé le mot « nettoyage sectaire », mais ont suivi avec douleur ce que des Syriens et des Syriennes comme eux ont subi. Certaines des victimes ont passé des années dans les prisons d'Assad, père et fils, tandis que d'autres ont accueilli chez eux des réfugiés « sunnites » des zones de conflit armé et ont partagé avec eux ce qu'ils avaient. Dans les premières années des batailles militaires à Alep, Idlib et Homs, près d'un million de Syriens ont fui vers la côte, la plupart d'entre eux étant des sunnites et des chrétiens. Ils travaillaient dans le commerce, les petites industries et divers métiers avec ce que le HTS appelle les « Alaouites ». La solidarité entre les Syriens était fondée sur l'appartenance des Syriens à un seul pays et, malgré les pénuries de main-d'œuvre et les sanctions économiques, les Syriens de différentes confessions et religions partageaient leurs maigres moyens de subsistance et étaient partenaires dans les bons comme dans les mauvais moments. Les services de renseignement d'Assad n'ont pas réussi à déstabiliser cette solidarité. Cependant, les foules chargées d'une obsession idéologique sectaire ou complètement étrangère aux coutumes et traditions syriennes profondes.

Ces hordes sauvages takfiri, qui sont venues en Syrie dans le but de nettoyer le Levant des alaouites, des druzes, des chiïtes, des ismaéliens, des yazidites, des chaldéens, des syriaques et de diverses

communautés chrétiennes, et de faire de la Syrie un pays pour les musulmans sunnites, n'ont pas trouvé parmi eux un seul « djihadiste » qui sache qui sont les syriaques, par exemple, ou qui sont les alaouites, à l'exception de la fatwa d'Ibn Taymiyyah et des absurdités de Jabhat al-Nosra et de Daech. Par conséquent, l'entrée de ces étrangers était en soi un crime commis délibérément et intentionnellement par Hayat Tahrir al-Sham. Elle n'avait pas besoin de la soi-disant tentative de rébellion contre les autorités de Damas. Le nombre d'alaouites tués avant le 6 mars 2025 dépasse les 585 victimes, le nombre de personnes arrêtées dépasse les 10 000, pas un seul nom de responsable des services de sécurité et de renseignement sous le défunt régime de Bachar, et le nombre de maisons confisquées et remises aux militants de HTS se compte par centaines. Tout cela au cours des deux premiers mois qui ont suivi la prise du pouvoir.

Al Jazeera continue de mentir sur les faits et de raconter sa propre histoire, tandis qu'*Al Arabiya* lui fait concurrence, ainsi que *Syria TV*, et cela me rappelle les discours haineux incendiaires diffusés par Radio Mille Collines pendant le génocide rwandais, ou les discussions sur le génocide de Srebrenica à la radio serbe... Toute comparaison est possible avec les nombreuses chaînes financées par le Golfe qui nient et falsifient les faits au grand jour.

Malgré la complicité officielle de l'Occident à l'époque, la société civile mondiale et les organisations de défense des droits humains ont réussi à mettre en place les premiers tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, nous assistons à un silence et à une complicité sans précédent. Un projet de génocide des Alaouites dans le discours et sur les places, et il se trouve des personnes pour dire : « Nous avons demandé au

président syrien de mener une enquête transparente. Il a répondu et a formé un comité d'enquête » (sic). Un juriste tunisien chevronné appelle les Syriens à la solidarité et à l'unité : « D'accord ou pas avec l'autorité, ce n'est pas nécessaire... Ce qui me préoccupe aujourd'hui, c'est d'empêcher la Syrie de se noyer... Pour cela, il faut que tout le monde se mobilise autour de la situation actuelle... Laissons-lui le temps ». L'Élysée reçoit le président syrien à Paris.

Cela m'a rappelé la visite de Milosevic au président français Mitterrand à l'Élysée, lorsque Bernard Kouchner, l'organisateur de la visite, avait défendu sa mission en disant : « Pas d'amalgame, Milosevic n'est pas Hitler ».

Nicolas Sarkozy a ensuite accueilli Mouammar Kadhafi et sa tente, et Bachar el-Assad et son épouse, ce qui ne les a pas sauvés du sort qu'ils méritaient.

J'ai passé plus de deux mois à lire sur le sujet de la « compulsion de répétition » et je n'aurais jamais pu imaginer, malgré tous les massacres et les tragédies dont j'avais été témoin en Afrique, en Asie et en Europe lors de missions d'enquête sur le terrain des droits humains, que des scènes rappelant la barbarie médiévale se dérouleraient en Syrie et dans la région moins de deux décennies plus tard.

Avec mon frère Maen Aloudat et mon ami d'enfance le Dr Abdulaziz al-Khair, j'ai lancé ce que l'on a appelé la trilogie de Manna : dix-huit partis politiques d'opposition, organisations non gouvernementales et personnalités nationales ont adopté cette trilogie. Nous avons été attaqués par les islamistes de tous bords, mais aussi par les « amis du peuple syrien » et l'autorité de Bachar al-Assad, qui a assassiné Maen en 2011 et kidnappé Abdulaziz al-

Khair en 2012. La guerre a fait l'objet d'un consensus entre l'Occident, le Golfe et la Turquie : Hamad bin Jassim, le premier ministre qatari, a été le premier à oser dire : « Nous étions d'accord au début, puis nous nous sommes battus pour la prise ». Les partisans d'un changement pacifique se sont perdus entre assassinats, arrestations et exils, et nous sommes arrivés à tous ceux qui croient que la rencontre avec les êtres aimés dans le voisinage du Seigneur des mondes est plus proche que le Levant. Les 12 années de guerre ont transformé le corps syrien en os fragiles, et le monde est fatigué de compter les victimes. Dans cette situation pathologique, des questions dont nous n'entendions parler que dans les médias ont émergé, comme le suicide des jeunes, le fratricide et le vol entre voisins. La mainmise des courants "salafodjihadistes" sur plusieurs régions du pays a donné naissance à une jeunesse réprimée et déformée dans une société dysfonctionnelle. La dualité ancrée entre la « pureté » déclarée et les instincts excessifs. La tragédie de l'âme malade et la tragédie de l'obéissance totale à une conception coercitive de la morale, exprimée par des milliers de jeunes venant de la péninsule arabique vers l'Irak, le Levant et d'autres lieux. La haine du tabac, de l'alcool, de la propreté et de tout signe de différence avec l'autre, la volonté d'usurper la culture, les femmes, les biens et le patrimoine de ce pays syrien qui a rassemblé plus de dix sectes chrétiennes et musulmanes dans une coexistence socioculturelle rarement égalée. La dualité de Sabaya* et de Hour Al-Aïne*, la dualité de la mort et de la vie, s'entrechoquent dans l'inconscient collectif des djihadistes. Le médiévalisme vit dans les cellules de ceux qui ont grandi à l'aube d'un nouveau millénaire. Totem et tabou se mêlent à Twitter et à Internet dans le processus de jouissance des chants « *With slaughter we came to you* » [*Nous sommes venus vous massacrer*] chantés avec ces

étrangers, enfants orphelins de la guerre et devenus « ours du califat » avant d'avoir atteint l'âge de rêver.

Du Pakistan à la Syrie !

Alors que j'étais au Pakistan dans les années 1990, un juge pakistanais m'a dit : « Vous devriez suivre la « loi Tobin Risalat » de l'ancien président Zia ul-Haq pour voir comment ceux qui contrôlent les sentiments religieux des gens peuvent les transformer en criminels ». J'ai suivi et je continue à suivre cette loi, jusqu'à ce que la Syrie soit infectée par ses maladies.

En 1986, Zia-ul-Haq avait promulgué la « loi Tobin Risalat » dans un amendement au code pénal pakistanais (article 298C-), stipulant que toute « remarque désobligeante contre le Saint Prophète [Mohamed] par écrit ou verbalement, ou par représentation visuelle, ou toute insinuation ou déclaration, directe ou indirecte [...] est passible de la peine de mort, de la prison à vie et d'une amende ». Cette loi a été accueillie favorablement par tous les islamistes sans aucune pénalité financière.

Cette loi, saluée par tous les islamistes sans exception, est « mondialisée » depuis la fatwa de l'ayatollah Khomeini du 14 février 1989, qui appelait « les musulmans du monde à hâter l'exécution de l'écrivain britannique Salman Rushdie et des éditeurs des Versets sataniques » afin que « personne n'ose insulter les sanctités de l'islam ».

Entre 1986 et 2009, quelque 964 personnes ont été condamnées en vertu de cette loi. Depuis son adoption, 32 personnes ont été assassinées, soit parce qu'elles avaient été inculpées en vertu de cette loi et n'avaient pas été condamnées à mort, soit parce qu'elles avaient défendu devant le tribunal un accusé dans une affaire de «

blasphème et d'insulte au Saint Prophète ». Dès que le ministre des Minorités, Shahbaz Bhatti, a évoqué l'idée de modifier cette loi il y a neuf ans, il a été inscrit sur une liste d'assassinats et assassiné en 2011. Des groupes islamistes ont organisé des manifestations pour réclamer des poursuites contre les ONG et les juges qui appelaient à une révision de la loi, et l'ISI [service de renseignement et police politique] a attaqué et fermé certains de leurs sièges. Bien entendu, il n'est pas surprenant qu'après tout assassinat, un cheikh fondamentaliste déclare ouvertement aux médias : « C'est une bonne nouvelle, Alhamdulillah, l'ennemi de votre Prophète bien-aimé a été éliminé. » Ou encore le fondamentaliste Khadim Hussain Rizvi (fondateur du parti Tehrik-e Khatam-e Nabuwwah) se tenant devant la Cour suprême pour protester contre l'acquittement d'Asia Bibi en déclarant : « Soit vous me tuez, soit vous la tuez ». Ou encore l'émission d'une fatwa par des cheikhs fondamentalistes sur les juges qui ont rendu le jugement d'acquittement : « Tuer les trois juges est halal et celui qui les tue est un héros parmi les musulmans, nous demandons à leurs gardes du corps ou à leurs chauffeurs et cuisiniers d'accomplir cette tâche sacrée ».

Dans un chant collectif, les manifestants protestant contre le verdict judiciaire scandent : « Nous ne voulons pas d'électricité, nous ne voulons pas d'eau. Nous voulons exécuter les infidèles. Nous voulons exécuter les infidèles. »

Des films de mobilisation générale dans plusieurs villes syriennes remplissaient la cinquième autorité, des foules appelant au meurtre et à l'élimination des Druzes, parce qu'un enregistrement audio soigneusement fabriqué insultant le prophète Mohamed est apparu sur les réseaux sociaux et a été attribuée à un monothéiste druze.

Bien que les autorités de sécurité aient elles-mêmes déclaré que l'audio était bidon, elles ont remercié les gens pour leur jalousie à l'égard de la religion et ont laissé des groupes armés (indisciplinés) attaquer Jaramana, la région la plus exemplaire de Syrie en matière de coexistence et de coopération entre les différentes communautés syriennes. Plus d'une centaine de jeunes hommes et femmes ont été tués. Les faits sont déchirants.

Personne ne s'interroge sur l'identité de ces bandes et de leurs commanditaires : qu'est-ce que les monothéistes druzes ont à voir avec cette histoire fabriquée de toutes pièces ? Malheureusement, la nouvelle autorité cherche à capitaliser sur la mort et la haine.

Certes, l'humanité n'est pas totalement exempte du sentiment de haine, qu'il soit individuel ou collectif, mais la perpétuation et la localisation de la haine à l'égard d'un groupe humain différent se transforment en une obsession envahissante qui porte atteinte à la santé mentale des personnes et à la santé d'autrui, rompt les liens sociaux et rend la coexistence égale en droit inacceptable dans la logique fermée de son propriétaire, qui cherche constamment de nouvelles raisons de haïr, qui approfondit les fractures sociales et rend la société victime de l'alternance constante entre la guerre civile froide et la guerre civile sanglante.

Il faut rappeler que la violence est le meilleur thermomètre pour mesurer la nature de la relation entre le groupe takfiri et la société d'une part, et son état réel d'autre part. Elle joue le rôle de paratonnerre dans le processus de déstabilisation de l'autre au risque de se déstabiliser soi-même. La violence accélère le processus de formation, soit vers une victoire qui renforce la militarisation des parties impliquées dans le conflit, soit vers la division et la dispersion, avant et pendant la défaite militaire. Dans les deux cas,

nous sommes face à un phénomène de désintégration/décomposition avec tous les risques qui accompagnent les comportements suicidaires.

La mobilisation sectaire est une arme de destruction massive. Nous n'avons pas d'avenir avec ceux qui en ont fait une stratégie de domination.

Glossaire

Abdallah Al-Mouhayssini : né le 30 octobre 1987 à Al Qassem, Arabie saoudite. La cellule d'al-Qaïda de Doha a pris contact avec Abdallah al Muhayssini alors qu'il était Imam de la mosquée qatarie de La Mecque. De retour à Doha, il a participé en 2012 au 2^{ème} congrès de la «Ligue des Oulémas Musulmans », un collectif d'oulémas salafistes. Très active dans la campagne de collecte d'argent avec Saad al-Kaabi, un cousin de l'actuel chef des services secrets du Qatar pour l'achat d'armes et de munitions pour Jabhat al-Nosra. À l'annonce de la mort de son oncle Omar dans les combats en Syrie en 2013, Abdallah rejoint les rangs des combattants de Jabhat al- Nosra. Les Qataris d'Al-Qaïda perdaient là un homme de confiance à la veille de la constitution de Jaych Al Fateh en prévision de l'offensive djihadiste contre le secteur d'Idlib. D'importantes injections de liquidités propulseront Al Mouhayssini au rang de mufti de Jaych al Islam, ayant autorité sur Jabhat al-Nosra, Jound al-Aqsa et Ahrar as-Sham.

De 2013 à 2015, al-Mouhayssini a mené une intense campagne de collecte de fonds pour doter Jabhat al-Nosra d'une artillerie efficace et d'armes sophistiquées. Par la suite, il équipera aussi Hayat Tahrir al-Cham.

Parrain du désengagement de Jabhat al-Nosra de son organisation mère, al-Qaïda, sa suffisance et son imprévoyance contribueront néanmoins à démasquer ses connexions avec les services de renseignements qataris et le fait que ses collectes de fonds aient été faites en compagnie de Khalifa Ben Hamad Al Sibaie et Saad al-Kaabi, inscrit sur la liste des sanctions américaines. Il a contribué à l'engagement de milliers de militants du Parti Islamique du Turkestan en Syrie. Il était fier d'envoyer des enfants soldats en opération suicide contre « les alaouites et les rafidas » (les shiites) et à souvent lancé des appels à l'élimination de tous les alaouites en Syrie. Depuis janvier

2025, il a été filmé à plusieurs reprises comme imam de la mosquée du palais présidentiel à Damas. Et par pure provocation il a prononcé le prêche du vendredi dans la ville de Banyas après les massacres commis dans la région côtière syrienne.

Al Mouhayssini a été inscrit depuis novembre 2016 sur la liste des sanctions américaines pour son soutien à Jabhat al-Nosra et à al-Qaïda

Abderrahim Atoun : né dans le gouvernorat d’Idlib en 1956, il a développé sa culture salafiste auprès de plusieurs cheikhs et a rejoint le mouvement djihadiste peu avant 2011. Il a rejoint Jabhat al-Nosra en 2014 et a considéré la « Charte d’honneur révolutionnaire » comme un document blasphématoire. Atoun a attaqué quiconque utilisait les termes patriotisme, patrie, Syrie et démocratie. Il a vivement critiqué le mouvement Ahrar al-Sham et les factions de l’Armée syrienne libre, appelant à les combattre, et a participé à la bataille de 2017 pour s’en débarrasser.

Sa première apparition publique a eu lieu dans un enregistrement diffusé aux côtés d’Abou Mohammed al-Joulani et d’Abou al-Faraj al-Masri annonçant la rupture des liens du Front al-Nosra avec Al-Qaïda, le 28 juillet 2016. Plusieurs sources ont indiqué qu’Atoun était l’un des partisans les plus enthousiastes de ces changements au sein du Front al-Nosra.

Il a soutenu l’ouverture et la coopération avec les pays occidentaux, tout en appelant à une alliance avec les talibans. Atoun considérait les alliances étrangères comme un moyen d’autonomisation, et sa position envers la Turquie et l’Occident était donc soumise à la question d’intérêt. C’est pourquoi il s’est aligné sur les transformations qui ont eu lieu au sein de Hay’at Tahrir al-Sham ces dernières années.

Atoun a annoncé sa démission de Hay’at Tahrir al-Sham le 27 janvier 2018 et la suspension de son travail à tous les postes au sein de l’organisation, sans fournir aucune raison pour sa démission. Il est

néanmoins resté proche de Hay'at Tahrir al-Sham et de son gouvernement de salut, ayant été invité à participer à plusieurs séminaires et interviews vidéo. Sa dernière apparition lors d'un symposium organisé par la Direction de la culture du gouvernement de salut d'Idlib le 15 septembre 2021, intitulée « Jihad et résistance dans le monde islamique - Les talibans comme modèle », a suscité une large controverse. Il est apparu dans une nouvelle tenue, tête nue et abandonnant sa robe arabe de couleur sombre. Cela a été perçu comme une continuation des transformations subies par Atoun lui-même et Hay'at Tahrir al-Sham dans son ensemble. Il a été nommé au Conseil syrien de la fatwa après la prise du pouvoir par Hayat Tahrir al-Sham.

Abou Hassan al-Hamwi : nom de guerre de Marhaf Abou Qasra, né a Helfaya (Hama) en 1984, ingénieur agronome de formation, devenu un commandant djihadiste sur le tas. Il est le commandant militaire du Jabhat al Nosra, puis de Hayat Tahrir al-Cham. Il est nommé ministre de la Défense le 21 décembre 2024 et reconduit au même poste dans le gouvernement de transition formé le 29 mars 2025.

Abou Moussab al- Souri : nom de guerre de Mustafa Bin Abd al-Qadir Setmariam Nasar. Il a environ 24 ans quand il participe à l'insurrection de la grande ville syrienne de Hama en février 1982. Moustafa gagne la France, puis se rend en Espagne où il épouse une Espagnole, ce qui lui permet d'avoir le passeport indispensable pour ses futurs voyages. En 1995, il rejoint Oussama Ben Laden en Afghanistan. De retour en Espagne en 1992, al-Souri soutient le Groupe Islamique armé algérien. Il est recherché en Espagne pour un attentat commis en 1985 ainsi que comme témoin dans les attentats de Madrid du 11 Mars 2004. Beaucoup le considèrent comme « le représentant le plus éloquent du Djihad moderne et de ses stratégies les plus sophistiquées.

En 2005, avec son compagnon, Abou Khaled al-souri Abou Moussab Al-Souri sont arrêtés par les services de renseignements pakistanais et livrés à la CIA par laquelle il sera emprisonné pendant plusieurs mois.

N'ayant aucune preuve contre lui, ils l'envoient à Damas. Condamné à 7 ans de prison avec Abou Khaled al Sourî, Abou Moussab a été torturé presque quotidiennement par les services de renseignements syriens, jusqu'à sa disparition des radars. Abou Khaled al-Sourî a été libéré avec plusieurs centaines d'islamistes lors du début de la révolte en 2011, tandis qu' Abou Moussab n'a pas eu cette chance.

Ahmad al-Charaa: Hussein al-Charaa, père d'Ahmad al-Charaa, a été déplacé du village de Jabaleen (plateau du Golan occupé après 1967). Il était proche de la direction nationale du parti Baas, puis a étudié l'économie et a travaillé au ministère de l'économie lorsqu'Assad a pris le pouvoir, avant de partir pour l'Arabie saoudite pour y poursuivre ses études. Les fils de Hussein s'intéressèrent au commerce et ouvrirent un mini-marché à Mazzeh Jabal, et l'un de ses frères étudia la médecine.

Abou Mohammed al-Joulani est l'un des fils de Hussein. Il n'a pas réussi à obtenir son diplôme d'études secondaires durant deux ans, puis a quitté l'école pour rejoindre la Résistance islamique en Irak (le groupe de Zarqaoui). Il fut d'abord influencé par les cercles religieux de Cheikh Saad à Mezzeh, puis rejoignit un cheikh charlatan du nord nommé Abou al-Qaqa (Mahmoud Qol Agha), qui soumettait des rapports sur ses étudiants à la sécurité et était l'un de ses disciples. Son cheikh ayant été assassiné, Ahmed part avec plusieurs de ses compagnons pour « résister » en Irak. Après qu'Abou Bakr al-Baghdadi eut pris le commandement de l'État islamique en Irak, il lui confia, ainsi qu'à deux anciens officiers de l'armée de Saddam (le colonel Samir Abdul Muhammad al-Ubaidi al-Dailami, dont le nom de guerre était Haji Bakr, et Maysar bin Ali al-Jubouri, dont le nom de guerre était Abu Maria al-Qahtani, et un certain nombre d'Irakiens), la mission d'établir une branche d'Al-Qaïda en Syrie. À propos de cette mission, al-Joulani déclare : « Dieu Tout-Puissant m'a honoré en me permettant de connaître le cheikh al-Baghdadi, ce vénérable cheikh qui a respecté les droits du peuple du Levant, a doublé la dette et a approuvé un projet que nous lui avons proposé pour soutenir notre peuple opprimé au Levant. Il nous a ensuite accordé une partie des richesses de l'État

malgré les difficultés qu'ils traversaient. Il a ensuite placé toute sa confiance dans ce pauvre serviteur, lui donnant le pouvoir d'élaborer des politiques et des plans, et lui a accordé quelques frères. Malgré leur petit nombre, Dieu Tout-Puissant les a bénis, eux et leur assemblée. » L'officier irakien Haji Bakr a été tué par accident. À Alep, al-Joulani a pris le commandement, assisté de l'Irakien Abu Maria al-Qahtani. Ils ont été rejoints par trois vétérans syriens de l'Avant-garde combattante qui avaient fui en Afghanistan. Selon les listes de « martyrs » du HTS, tous ces combattants sont morts en martyrs, à l'exception d'al-Joulani, qui s'est toujours entouré d'un groupe de combattants étrangers de diverses nationalités.

La position d'Al-Joulani envers la Turquie était extrêmement hostile et ne différait pas de la position des anciens officiers de l'armée irakienne qui se sont convertis à l'Islam. C'est pourquoi, dans son premier message audio annonçant la naissance du Front Al-Nosra, il a déclaré : « Il ne fait aucun doute que j'inclus dans ce crime le régime turc, qui est le nouveau bâton de l'Amérique pour lutter contre la distorsion des esprits et des approches rationnelles. Il flatte les musulmans pour gagner leur faveur afin de les nourrir de ce poison amer. L'islam du régime turc est dénué de substance ; c'est une image dénuée de sens et un corps sans âme. Le plus grand échec du projet du régime turc est que l'Amérique s'en contente : {Et ni les Juifs ni les Chrétiens ne seront satisfaits de vous tant que vous ne suivrez pas leur religion.} »

Lorsque le conflit s'est intensifié et que l'État islamique d'Irak et de Syrie (EI) s'est divisé, il a commencé à établir des relations de sécurité avec la Turquie. Le seul débouché pour les armes et le commerce était un port turc. Pendant des années, certains ont rejoint les rangs du HTS avec l'approbation des Turcs, d'autres à la demande des services de renseignement militaires turcs. Miraculeusement, le point commun de contact avec l'EI était son soutien à l'authenticité du hadith inventé par Abou Muslim al-Turkmani, l'adjoint d'al-Baghdadi : « Sous l'autorité d'Abou Hurairah, il a dit : J'ai entendu le Messager de Dieu nous faire un sermon et dire : ' Laissez les Turcs tranquilles tant qu'ils vous laissent

tranquilles'. » Ceci afin d'empêcher toute opération de ses partisans étrangers en Turquie.

Il a signé des contrats avec diverses factions, notamment les Unités de protection du peuple, Hazm, Ahrar al-Sham, Ahrar Syria, etc., et n'en a honoré aucun. Il existe de fortes indications qu'il a été impliqué dans l'assassinat de tous les dirigeants du mouvement Ahrar al-Sham, dans une explosion de gaz qui a tué Hassan Abboud et les 24 membres de sa direction.

Dans un discours enregistré, il a critiqué le gaspillage des ressources d'Al-Nosra, qui s'élèvent selon lui à un milliard de dollars, en commentant : « Nous devons économiser autant d'argent que possible, car avoir de l'argent facilite l'attraction et le recrutement des hommes.

»

Ahrar al-Sham : premier groupe militaire salafiste à émerger en Syrie en 2011. Son fondateur, Hassan Abboud, est un intellectuel islamiste qui a été emprisonné à Sednaya et libéré avec 1 400 djihadistes grâce à une amnistie accordée par Bachar al-Assad en juin 2011. Le mouvement a été considérablement affaibli depuis l'attaque qui a tué tous ses dirigeants en septembre 2014

Al Fouloul : Ahmed Al-Charaa et son équipe ont emprunté le terme « fouloul » à l'expérience égyptienne, lancée par les Frères musulmans lors de la campagne électorale de 2012, et qui incluait tous ceux qui étaient associés au régime de Moubarak. Cependant, l'expérience égyptienne s'est limitée à juger Moubarak et à humilier ces personnes sans les empêcher de participer à la vie politique. En Syrie, le terme est utilisé depuis la dissolution des organisations politiques, militaires et de sécurité sous le régime de Bachar al-Assad, lorsque Al-Charaa a appelé ceux décrits comme les vestiges de l'ancien régime à se rendre et à rendre leurs armes avant qu'il ne soit « trop tard ». Dans les faits, le « groupement d'intérêt militaire et sécuritaire » au pouvoir a quitté la Syrie, et la plupart de ses membres (plus de deux mille militaires et membres du personnel de sécurité) se trouvent en Russie. Cela n'a pas

empêché l'arrestation de plus de 13 000 soldats, sous-officiers et officiers de l'armée, ainsi que de centaines d'employés alaouites, notamment ceux travaillant dans les secteurs médical et éducatif. Le mot est donc devenu, comme le dit la chercheuse syrienne Rahaf Al-Daghli : « un mot sécuritaire qui légitime la violence ». Dire à quelqu'un que vous faites partie des *fouloul*, c'est comme lui dire que vous méritez une balle. Ce terme est utilisé aujourd'hui pour mobiliser contre quiconque faisait partie de l'État syrien, en particulier l'armée, mais il s'étend parfois jusqu'à inclure même les civils qui ne se sont pas intégrés au nouveau régime. Étant donné que Hayat Tahrir al-Cham considérait l'ancien régime comme un régime alaouite, il en est venu à inclure les Alaouites.

Alaouites : branche chiite de l'islam, principalement présente en Syrie, également appelés alawites ou nusayris. Leur nom vient de leur vénération d'Ali, cousin et gendre du prophète Mohammed, considéré comme le premier imam de cette branche du chiisme. Ils représentent près de 12 % de la population syrienne. Comme les autres minorités non sunnites, leur participation dans la construction de la Syrie post-ottomane est marquée par le rôle de leur intellectuels et cadres dans la vie et la construction de la Syrie au XX^{ème} siècle.

Après le coup d'État de 1963, l'influence des officiers alaouites dans l'armée a commencé à croître. Hafez al-Assad, après un coup d'État militaire, a pu s'emparer du pouvoir et établir plusieurs unités spéciales sur lesquelles il s'est appuyé pour construire son régime autoritaire. Il s'appuyait pour cela sur deux grands clans alaouites : son propre clan Qarahleh et le clan Matawwara. À partir d'eux, il a construit ce que Max Weber a appelé *son groupement d'intérêt militaire* qui a dirigé la Syrie même après sa mort. Bien qu'il s'appuie sur diverses sectes pour administrer le gouvernement, la présence d'une nette majorité dans son appareil de sécurité issue de ces deux clans créait un lien entre son régime et la secte. Les Frères musulmans ont toujours assimilé le pouvoir d'Assad à tous les alaouites (il faut noter que la plupart des figures de l'opposition à son régime étaient des alaouites de gauche).

Anas Khattab : On peut lire sur la page officielle de l'ONU: "*Anas Hasan Khattab a été inscrit sur la Liste des sanctions contre l'EIL (Daech) et Al-Qaida le 23 septembre 2014 en application des paragraphes 2 et 4 de la résolution 2161 (2014) du Conseil de sécurité, comme associé à Al-Qaida pour avoir concouru à financer, organiser, faciliter, préparer ou exécuter des actes ou activités du Front el-Nosra en association avec celui-ci, sous son nom ou pour son compte ou pour l'avoir soutenu, et pour avoir soutenu, de toute autre manière, des actes ou activités du Front. Au début de l'année 2014, Anas Hasan Khattab était haut responsable administratif du Front el-Nosra pour le peuple du Levant. À la fin de l'année 2013, il faisait partie des dirigeants du Front el-Nosra, dont il était haut responsable administratif. À la mi-2013, Khattab était aussi membre de la Choura du Front el-Nosra*". Chargé d'infiltration et d'élimination des éléments concurrents dans le mouvement djihadistes et l'armée libre, on lui attribue la liquidation de nombreux responsables rivaux. Nommé après l'arrivée au pouvoir du HTC/SHS responsable des renseignements généraux en Syrie, il supervise les opérations de nettoyage sectaire contre les Alaouites dans le Sahel. Il est actuellement ministre de l'Intérieur dans le gouvernement d'intérim à Damas.

Front islamique : face à l'influence dominante des non-Syriens dans l'EI et du Front al-Nosra, qui a donné aux combattants étrangers un rôle de premier plan dans le déroulement des combats en Syrie, les dirigeants syriens de plusieurs factions salafistes-djihadistes se sont réunis et ont décidé de créer un front commun basé sur les combattants syriens et proposant un programme qui serait compatible avec la société syrienne, avec ses divers groupes, sectes et ethnies. Plusieurs factions, notamment Ahrar al-Sham et Jaysh al-Islam, ont accepté de déclarer ce front. Le Front a rencontré un certain nombre de responsables occidentaux, dont l'ambassadeur américain Robert Ford, pour expliquer son projet. Hassan Abboud, le chef d'Ahrar al-Sham, a préparé un « code d'honneur révolutionnaire ». Les services de renseignement d'Al-Qaïda, turcs et qataris se sont opposés à ce projet,

et Hassan Abboud a été soumis à des campagnes de takfir (excommunication) de la part des djihadistes salafistes. L'incident a culminé avec un attentat à la bombe majeur qui a coûté la vie aux dirigeants d'Ahrar al-Sham, affaiblissant ainsi le Front islamique.

Hakan Fidan : issu du clan kurde Seyitki, Hakan Fidan est né en 1968 à Ankara, la capitale turque. Il sort diplômé de l'académie militaire et de l'école militaire des études linguistiques. Il sert ensuite dans la Force de réaction de l'OTAN en Allemagne. Il obtient un baccalauréat en études politiques et administratives à l'université du Maryland aux USA. De retour en Turquie, il obtient un doctorat en relations internationales à l'université Bilkent. Entre 2003 et 2007, il est successivement affecté à l'AIEA, à Vienne, puis à l'Institut des Nations unies pour la recherche et le développement à Genève, avant de rejoindre le Centre de recherches sur l'information et la vérification des technologies de Londres¹. Enfin, il travaille dans l'agence publique de coopération internationale turque (TİKA), une organisation gouvernementale destinée à accroître l'influence turque sur les pays en développement, en particulier les pays turciques. En novembre 2007, il entre dans le cabinet du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en tant que sous-secrétaire d'Etat adjoint. Le 25 mai 2010, il est nommé sous-secrétaire, c'est-à-dire chef, du Milli Istihbarat Teskilati, les services secrets turcs (MIT).

En 2012, Erdoğan déclare que Fidan est « un fonctionnaire très efficace », « il est le gardien de mes secrets, le gardien des secrets de l'État »¹. Fidan est considéré comme « l'un des hommes les plus puissants de Turquie ». Seul responsable en Turquie autorisé de négocier avec les terroristes par une décision parlementaire et gouvernementale, Fidan construit un réseau régional et international qui lui permet de contrôler et de gérer l'entrée de plus de 120 000 djihadistes de près de 60 pays en Syrie et en Iraq. Il arrive à contrôler une situation ingérable et à renverser le régime de Bashar al Assad suite à un deal qui fait entrer la Syrie dans un avenir très un certain. Un pari sur son avenir personnel de successeur pré-désigné d'Erdogan.

Hauran : territoire du sud de la Syrie et du nord de la Jordanie. La ville principale du Hauran est Daraa, berceau de la révolte syrienne de 2011.

Hour Al-Aïn : vierges du paradis.

Ibn Taymiyyah : Il est difficile de parler d'Ibn Taymiyyah car le mythe et les faits se mélangent lorsqu'on examine sa carrière et ses écrits. La base sur laquelle reposent les opinions d'Ibn Taymiyyah se trouve intégralement dans la « Doctrine Qadirite » (1018 après J.-C. - 409 après J.-C.), le premier décret du calife abbasside (Al-Qadir Billah 381 - 442 après J.-C. - 991 - 1031 après J.-C.), qui stipulait la définition de la foi musulmane et l'obligation d'agir conformément à ses chapitres, qui commencent par la déclaration : « Telle est la foi des musulmans, et quiconque la contredit commet un acte d'immoralité et de mécréance ». En matière de foi, nous ne trouvons rien de nouveau dans la jurisprudence sunnite hanbalite, et nous ne trouvons que ses opinions personnelles sur des questions marginales (comme la confirmation du droit d'un homme à divorcer de sa femme), tandis qu'en matière de califat, nous le trouvons soutenant la légitimité basée sur *alshaouka*: la force, la violence et les armes. Il se concentre sur l'interdiction de l'alcool, de la musique, la philosophie et de la littérature, et considère l'excommunication et la lutte contre toutes les sectes islamiques (Mu'tazila, Jahmiyya, diverses écoles chiites, Batiniyya, Soufis, Ismaéliens, Alaouites, etc.) comme un devoir religieux, et il a personnellement participé à des campagnes de persécution à leur encontre dans la Bekaa et au Mont Liban. Les fatwas d'Ibn Taymiyyah auraient disparu avec leur temps, si Mohammed Ibn Abd al-Wahhab (1703-1793) n'avait pas trouvé en elles quelque chose qui convenait à la nature nomade et à la pauvreté culturelle de la péninsule arabique, il s'est appuyé sur elles pour propager le wahhabisme dans l'actuelle Arabie saoudite et au Qatar. Cette doctrine a remporté des victoires militaires qui l'ont portée au pouvoir grâce à une alliance entre les Al ash-Sheikh (le clan de Mohammed ibn Abd al-Wahhab) et les Al Saoud, qui dirigent l'Arabie saoudite depuis

près d'un siècle. Le pétrole et le gaz ont complété le rôle anhistorique de cette école extrémiste de l'islam.

Nawa : ville du gouvernorat de Daraa qui a joué un grand rôle dans le soulèvement pacifique de 2011.

Sabaya : captives de guerre, esclaves sexuelles

Sahel : région côtière comprenant les villes de Lattaquié, Tartous et Jabla, dont la population est majoritairement alaouite.

Saqr Manoun : général de brigade, chef du service de renseignement de l'armée de l'air du régime Assad

Sednaya : prison dépendant du ministère de la Défense et gérée par la police militaire sous tutelle directe de la division du renseignement militaire, construite par Hafez al-Assad en 1987. Entre 1987 et 2000, la prison a accueilli principalement des prisonniers de gauche: du Parti d'Action Communiste, du Parti Communiste-BP, des partis kurdes, du Parti du Baas démocratique, des syndicalistes, les militants des droits humains (notamment CDF) et des prisonniers islamistes et des militaires critiques du régime, des Libanais et des Palestiniens... Mais depuis le début de la "Guerre contre le terrorisme" la coloration politique des prisonniers a complètement changé: les salafistes, syriens et arabes, sont devenus le groupe visitant le plus fréquemment la prison. Le nombre de djihadistes salafistes emprisonnés a atteint près de 2 000 en 2011. Depuis la révolte de 2011, Sednaya est devenu le premier centre de détention et le symbole de la torture et de l'arbitraire. Des dizaines de milliers de prisonniers y sont passés.

Les détenus survivants sont libérés par les rebelles syriens dans la nuit du 7 au 8 décembre 2024. Parmi les détenus libérés figurent « des Syriens mais aussi des Libanais, des Palestiniens, des Irakiens... Des démocrates, des communistes, des chrétiens, des druzes, des chiites, des frères musulmans, des journalistes, des avocats, des étudiants » Un nombre important de femmes et d'enfants sont également découverts.

Shabiha : « spectres, apparitions fantomatiques », à l'origine des gangs paramilitaires, étaient des groupes d'hommes armés en tenue civile qui agissaient pour le gouvernement de Bachar al-Assad. L'opposition syrienne et les groupes de défense des droits humains affirmaient tous que les Shabiha sont un outil du régime pour réprimer et terroriser la population et le mouvement de contestation populaire

Tahrim : Al Tahrim ou la prohibition est l'expression religieuse historique de « la censure et des interdictions ». Il n'existe pas de moyen plus efficace pour empêcher les opinions ou les coutumes dissidentes qui ne sont pas en harmonie avec un groupe religieux que de revêtir l'interdit d'un vêtement sacré. Bien que les interdictions du Coran se limitent aux relations sociales de base, les interdictions au sein des groupes religieux s'étendent à divers aspects de la vie. Nous retrouvons ce phénomène parmi les groupes extrémistes juifs et islamiques, entre autres.

Tafjir : littéralement, faire exploser, est un terme utilisé par le réformateur islamique Laith Shubaylat pour décrire l'utilisation aléatoire de la violence par les groupes djihadistes salafistes.

Takfir : selon la majorité des écoles islamiques, déclarer une personne infidèle (takfir) est une affaire très sérieuse, car cela autorise à verser son sang après qu'elle a été précédemment protégée. Le Prophète Mohammed a dit : « Quiconque dit : « Il n'y a de dieu que Dieu », son sang et ses biens sont protégés ». Cette vision n'a pas empêché l'émergence de l'idée selon laquelle les sociétés islamiques sont considérées comme des « jahiliyyah du vingtième siècle » et que la plupart des musulmans qui ne s'engagent pas dans le djihad pour établir le règne de « Dieu » sur terre sont des infidèles. Ce mouvement minoritaire s'est mobilisé avec succès pour le djihad contre le communisme en Afghanistan après l'intervention de l'Union soviétique dans le conflit afghan au XX^e siècle et le soutien occidental aux moudjahidines contre le communisme. On connaît la suite.

Youssef al-Qardaoui : né le 9 septembre 1926 en Égypte et mort le 26 septembre 2022 à Doha, étudiant à al-Azhar, membre du mouvement des Frères musulmans, il quitte l'Égypte en 1961 pour vivre à Doha. Il devient vite le Mufti de l'État du Qatar.

Lorsque Hamad bin Khalifa a pris le pouvoir en 1995, il chercha à former un organisme parallèle à Al-Azhar et chargea Qardaoui de cette tâche. Ce dernier a supervisé le programme religieux d'Al Jazeera et de plusieurs institutions islamiques. Son rôle est devenu évident en 2011 lorsqu'il a émis une fatwa soutenant l'intervention militaire de l'OTAN en Libye, et a ensuite rassemblé 500 religieux salafistes et membres des Frères musulmans pour déclarer le djihad en Syrie. Ce qui a ébranlé l'image qu'il tentait de présenter d'islamiste modéré. Juste avant sa mort, al-Qardaoui considérait le président Recep Tayyip Erdoğan comme l'espoir des musulmans pour la reconstruction du califat islamique.



Haytham Manna (Oum El Mayadhine, Daraa, 1951), médecin et anthropologue, est un militant historique de la cause des peuples et des droits humains. Directeur de l' **Institut Scandinave pour les Droits de l'Homme/Fondation Haytham Manna** à Genève et président du Mouvement international pour les

droits de l'homme et des peuples (IMHPR), il est l'auteur d'une soixantaine d'ouvrages.



The Glocal Workshop / L'Atelier Glocal

Une initiative commune de...

éditions workshop19, Tunis ♦ **Tlaxcala**, le réseau international de traducteur·trices pour la diversité linguistique ♦ **Promosaik – dialogue entre cultures et religions** ♦ **La Pluma**, site ouèbe non-aligné

...et de nombreux individus associés

Tous nos livres en français

<https://glocalworkshop.com/fr/>



[contact\[at\]glocalworksop\[dot\]com](mailto:contact@glocalworksop.com) OU [wglobal\[at\]gmail\[dot\]com](mailto:wglobal@gmail.com)

Nos Ebooks sont gratuits. Toute contribution est la bienvenue

[Faire un don](#)



COLLECTION « ERGA OMNES »

La collection « erga omnes » est ainsi intitulée en l'honneur des esclaves révoltés de la Rome antique, guidés par Spartacus, dont c'était la devise, qui signifie en latin « pour tou·tes »

[Livres dans la même collection](#)

Classification Dewey: 915.69 - 956.9 – 321.9 - 327.16

Mots-clé : Haytham Manna, Syrie, HTS/HTC, Al-Joulani, Djihadistes, Fascisme islamiste

Image de couverture : Dessin d'Emad Hajjaj

